
Rapport du Président

Proposition de prêt

République fédérative du Brésil

Projet en faveur de la sécurité alimentaire, de la nutrition et de la résilience climatique dans le Nord-Est semi-aride du Brésil – Projet Dom Hélder Câmara III

Numéro du projet: 2000003598

Cote du document: EB 2024/143/R.7/Rev.1

Point de l'ordre du jour: 3 a) i) c) i)

Date: 11 décembre 2024

Distribution: Publique

Original: Anglais

POUR: APPROBATION

Mesures à prendre: Le Conseil d'administration est invité à approuver la recommandation telle qu'elle figure au paragraphe 78.

Questions techniques:

Arnoud Hamелеers

Directeur de pays
Division Amérique latine et Caraïbes
courriel: a.hameleers@ifad.org

Hardi Vieira

Coordonnateur du programme de pays
Division Amérique latine et Caraïbes
courriel: h.vieira@ifad.org

Table des matières

Carte de la zone du projet	ii
Résumé du financement	iii
I. Contexte	1
A. Contexte national et justification de l'intervention du FIDA	1
B. Enseignements à retenir	3
II. Description du projet	4
A. Objectifs, zone d'intervention et groupes cibles	4
B. Composantes, résultats et activités	5
C. Théorie du changement	6
D. Alignement, appropriation et partenariats	7
E. Coût, avantages et financement	7
III. Gestion des risques	11
A. Risques et mesures d'atténuation	11
B. Catégorie environnementale et sociale	12
C. Classement au regard des risques climatiques	12
D. Soutenabilité de la dette	12
IV. Exécution	13
A. Cadre organisationnel	13
B. Planification, suivi-évaluation, apprentissage, gestion des savoirs et communication	14
C. Plans d'exécution	15
V. Instruments et pouvoirs juridiques	15
VI. Recommandation	15
Appendices	
I. Negotiated financing agreement	
II. Logical framework	
III. Integrated project risk matrix	

Équipe d'exécution du projet

Directrice régionale:	Rossana Polastri
Directeur de pays:	Arnoud Hameleers
Coordonnateur du programme de pays:	Hardi Vieira
Responsable technique:	Anne Mottet
Responsable des finances:	Johanna Herremans
Spécialiste climat et environnement:	Oliver Page
Juriste:	Adriana Lucia Jauregui Zabalaga

Carte de la zone du projet



Les appellations employées et la présentation des données n'expriment aucune position particulière du FIDA quant au tracé des frontières ou limites ni aux autorités concernées.
 Carte établie par le FIDA | 08/03/2024

Résumé du financement

Institution initiatrice:	FIDA
Emprunteur:	République fédérative du Brésil
Organisme d'exécution:	Ministère du développement agraire et de l'agriculture familiale (MDA)
Coût total du projet:	155,0 millions d'USD
Montant du prêt du FIDA [au titre du Mécanisme d'accès aux ressources empruntées (MARE)]:	35,0 millions d'USD
Conditions du prêt du FIDA:	Conditions ordinaires, assorties d'un délai de remboursement de 18 ans, y compris un différé d'amortissement de 3 ans, à un taux d'intérêt égal au taux de référence du FIDA et incluant la marge variable
Contribution de l'emprunteur:	100,0 millions d'USD
Contribution des bénéficiaires:	20,0 millions d'USD
Montant du financement climatique apporté par le FIDA:	26,5 millions d'USD

I. Contexte

A. Contexte national et justification de l'intervention du FIDA

Contexte national

1. La République fédérative du Brésil est le plus grand pays d'Amérique du Sud tant par sa superficie (8,54 millions de kilomètres carrés) que par sa population (203 millions d'habitants). La région du Nord-Est compte 54,6 millions d'habitants, soit 26,9% de la population. Pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure, le Brésil était en 2022 la 12^e économie mondiale, enregistrant un produit intérieur brut (PIB) de 1 900 milliards d'USD, un revenu moyen par habitant de 8 140 USD et un indice de Gini de 0,518. L'indice de développement humain (IDH), qui avait progressivement augmenté pour atteindre 0,766 en 2018, est retombé à 0,754 en 2021.
2. La région du Nord-Est présente les pires indicateurs socioéconomiques du pays. En 2019, elle n'a contribué qu'à hauteur de 13% au PIB, et le taux de chômage y atteignait 16%, soit plus que dans toute autre région. Dans le Nord-Est semi-aride, le plus grand foyer de pauvreté d'Amérique latine, 50% de la population souffre de pauvreté multidimensionnelle et 82% des municipalités affichent un IDH faible.
3. La pandémie a aggravé l'insécurité alimentaire, qui a touché 125,2 millions de personnes dans le pays en 2022. Parmi elles, 33 millions de personnes ont souffert de la faim, dont près de 50% se trouvaient dans les régions du Nord et du Nord-Est (25,7% et 21% respectivement). La faim sévit encore dans près de 20% des ménages ruraux brésiliens.
4. Selon le dernier recensement agricole (2017), les 3,9 millions d'exploitations familiales du pays, dont 1,4 million se trouvent dans la région semi-aride, constituent le principal système d'exploitation agricole: elles occupent 23% des terres, représentent 23% de la valeur totale de la production agricole et emploient 67% des actifs du secteur (environ 10 millions de personnes). Les agriculteurs familiaux sont moins de 1% à pratiquer l'agriculture biologique et, en 2017, 23,4% d'entre eux utilisaient des pesticides. Entre 2006 et 2017, le recours aux pesticides a augmenté de 17,6%. Quelque 92% des agriculteurs familiaux du Nord-Est ne bénéficient pas de services d'assistance technique et de vulgarisation en milieu rural.
5. Le taux de pauvreté et d'extrême pauvreté dans la zone du projet est nettement plus élevé que dans le reste du pays. Si 29,4% de la population est pauvre ou extrêmement pauvre dans l'ensemble du pays, cette proportion dépasse 45,7% dans la zone du projet (soit plus de 14 millions de personnes). Malgré un niveau d'études supérieur à celui des hommes, les femmes de la région du Nord-Est ont un revenu moyen inférieur à celui de leurs homologues masculins (86,5%).

Aspects particuliers relatifs aux thématiques transversales prioritaires du FIDA

6. Conformément aux engagements en matière de transversalisation, le projet a été validé comme:
 - tenant compte des enjeux nutritionnels;
 - axé sur les jeunes;
 - ciblant en priorité les peuples autochtones;
 - incluant des activités relatives à la capacité d'adaptation.
7. Le projet concorde avec tous les engagements transversaux pris au titre de la Douzième reconstitution des ressources du FIDA (FIDA12), car l'approche adoptée est axée sur les jeunes, la nutrition et le climat, et les peuples autochtones sont

ciblés en priorité. L'équipe du projet améliorera l'inclusion sociale des peuples et communautés ancestraux, des femmes, des jeunes et de la communauté LGBTQIAPN+ (lesbiennes, gays, bisexuels, transgenres, queers, intersexes, asexuels/aromantiques/agenres, pan/poly, non-binaires et autres), en encourageant leur participation de manière à renforcer leurs capacités et leur autonomisation. Les activités du projet viseront à résoudre les grands problèmes climatiques rencontrés dans la région semi-aride et à apporter des solutions en matière d'adaptation.

8. **Enjeux nutritionnels.** Dans le Nord-Est, en 2021-2022, 83,6% des familles de petits exploitants ont fait face à un certain degré d'insécurité alimentaire, car beaucoup n'ont pas été en mesure de retrouver les conditions antérieures à la pandémie. En outre, la malnutrition est un problème majeur dans la région. Selon le Ministère de la santé, 64,7% de la population de la zone du projet est en surpoids. Quelque 7,7% des enfants de moins de 5 ans sont en surpoids, 6,9% sont obèses, 3,8% présentent une insuffisance pondérale et 4,8% souffrent d'un retard de croissance, ce qui témoigne d'une malnutrition chronique.
9. **Questions de genre.** Les inégalités entre les femmes et les hommes sont très répandues dans la zone du projet, les zones rurales étant les plus réticentes aux progrès de l'autonomie et des droits des femmes. Dans le modèle familial patriarcal qui perdure dans les zones rurales du Brésil, la contribution cruciale des femmes à la production alimentaire et à la dimension sociale de l'agriculture familiale a toujours été considérée comme un simple complément du travail des hommes. Outre la sous-estimation de la main-d'œuvre directe féminine, la prise en charge des soins à la famille et des tâches ménagères par les femmes est passée sous silence. Les femmes se heurtent également à des obstacles lorsqu'il s'agit d'accéder aux ressources naturelles, sociales et monétaires et de les gérer. Seulement 24% des exploitations familiales de la zone du projet sont dirigées par des femmes, et à peine 3% par de jeunes femmes de moins de 35 ans.
10. **Jeunes.** Quelque 33,2% des jeunes Brésiliens (âgés de 15 à 29 ans) sont pauvres, la majorité d'entre eux étant des personnes d'ascendance africaine. Environ 25% des jeunes du Nord-Est ne suivent pas d'études et n'ont pas de travail, les jeunes femmes d'ascendance africaine affichant les taux les plus élevés de déscolarisation et de chômage. Les zones rurales n'offrent pas de perspectives d'emploi attrayantes pour les jeunes, car la capacité de créer des revenus y est faible et les conditions de travail y sont précaires. Les jeunes ruraux ont du mal à y bâtir leur parcours professionnel, et sont donc incités à rechercher de meilleures conditions dans les centres urbains.
11. **Peuples et communautés ancestraux.** Les peuples autochtones et les communautés ancestrales, comme les communautés quilombolas, sont particulièrement vulnérables en raison de leur exclusion et du racisme dont ils ont été victimes au cours de l'histoire, de leur forte dépendance aux ressources naturelles, de la marginalisation de leurs modes de vie, de leur exclusion des politiques publiques et de leur manque d'accès aux services, notamment en ce qui concerne la santé, l'éducation, l'assainissement, les infrastructures, l'assistance technique et la vulgarisation en milieu rural. Dans la zone du projet, quelque 72% des familles autochtones sont pauvres ou extrêmement pauvres. Les peuples autochtones sont six fois plus touchés par l'extrême pauvreté que l'ensemble de la population brésilienne.
12. **Adaptation aux changements climatiques.** La région semi-aride du Brésil fait partie des régions sud-américaines les plus vulnérables aux changements climatiques. Dans le cadre du projet, le montant total du financement climatique accordé par le FIDA est estimé à au moins 26 449 000 USD, soit 76% du financement total du FIDA, 12 883 000 USD étant destinés à l'adaptation et 13 566 000 USD à l'atténuation.

Justification de l'intervention du FIDA

13. Le partenariat entre le FIDA et le Brésil repose sur une expérience couronnée de succès, principalement acquise dans le Nord-Est semi-aride. Il est axé sur la réduction de la pauvreté rurale et l'introduction d'approches novatrices auprès des communautés rurales et de certains groupes tels que les femmes, les jeunes et les peuples et communautés ancestraux. Le financement du FIDA représente une petite partie de l'ensemble des dépenses publiques rurales consacrées au développement des campagnes, et le Gouvernement brésilien a accès à d'autres sources de financement. Cependant, le Gouvernement fédéral et les administrations des États fédérés se tournent vers le FIDA, reconnaissant que celui-ci connaît le pays et ses institutions, possède des compétences techniques et favorise la concertation sur les politiques, la durabilité et les innovations nécessaires à l'amélioration et à la généralisation des politiques favorables aux pauvres.
14. La phase III du Projet en faveur de la sécurité alimentaire, de la nutrition et de la résilience climatique dans le Nord-Est semi-aride du Brésil (Projet Dom Hélder Câmara III ou PDHC III), qui s'inscrit dans une collaboration fructueuse entre le FIDA et le Gouvernement fédéral, s'appuie sur les enseignements tirés des phases précédentes et des 25 années d'expérience du FIDA dans la région semi-aride du Brésil. Cette troisième phase demandée par le MDA est principalement motivée par: i) la détérioration des indicateurs sociaux et des indicateurs relatifs à la pauvreté, à la nutrition et à la sécurité alimentaire au cours des dernières années; ii) la relance des politiques publiques en faveur de l'agriculture familiale; iii) la possibilité de recourir aux approches adoptées et à l'expérience acquise dans le cadre du projet pour renforcer les capacités des petits exploitants et la coordination des politiques, le but étant de réduire la pauvreté rurale.

B. Enseignements à retenir

15. Dans le cadre de la phase II, le ciblage a été réussi, le projet ayant bénéficié aux petits exploitants pauvres et extrêmement pauvres, en particulier les femmes. Cependant, lors de la sélection des bénéficiaires, la priorité n'a pas été donnée aux groupes de familles, aux associations ou à d'autres organisations, et l'approche territoriale adoptée dans la phase I a été abandonnée dans la phase II. En conséquence, les bénéficiaires étaient géographiquement dispersés sur de vastes zones, ce qui obligeait les techniciens à parcourir de longues distances. Une approche territoriale et communautaire aurait pu atténuer ces problèmes et rendre le projet plus rentable.
16. Dans la deuxième phase du projet, les équipes chargées des services d'assistance technique et de vulgarisation en milieu rural ont été formées à l'aide de produits issus de partenariats innovants, notamment avec l'Institut national de recherche agronomique brésilien (EMBRAPA) et l'Institut national pour les zones semi-arides (INSA). Cette formation a été assurée pendant la seconde moitié de la phase d'exécution, ce qui a contribué au rassemblement et à l'application des connaissances spécifiques au projet. Cette approche réussie sera reproduite et améliorée durant la phase III, grâce à une planification globale dès le début du projet.
17. Dans le cadre de la phase II du projet, une assistance technique innovante et ciblée a été fournie aux communautés quilombolas. Cette démarche sera reprise dans la phase III et étendue à d'autres groupes cibles, tels que les jeunes ruraux, les femmes, les peuples autochtones et autres communautés ancestrales, et les personnes LGBTQIAPN+.
18. L'unité de gestion du projet (UGP), rattachée au MDA à Brasilia, a largement contribué à ce que la phase II du projet soit pleinement intégrée dans la structure du Ministère et alignée sur les politiques et programmes fédéraux, ce qui a facilité la collaboration interministérielle. Toutefois, il convient d'améliorer le suivi des accords décentralisés et des activités sur le terrain.

19. Les projets financés par des dons du FIDA, tels que le programme de Semear Internacional qui renforce l'autonomisation des femmes rurales grâce à des carnets de bord agroécologiques, ont joué un rôle essentiel dans le développement des capacités de l'UGP en matière de gestion des savoirs et de coopération Sud-Sud et triangulaire, et dans la mise en place d'innovations. Forte de ces capacités, l'UGP planifiera la gestion des savoirs en amont de la phase III afin de consigner les bonnes pratiques, de dégager des enseignements et de préciser les améliorations à apporter aux méthodes de travail au cours de l'exécution du projet. L'UGP pilotera la sélection stratégique des produits de gestion des savoirs issus de ses partenariats. Le bureau de pays du FIDA à Salvador a joué un rôle essentiel dans la participation à l'élaboration des politiques en collaboration avec le MDA, dans la supervision et l'appui à l'exécution et dans la définition et la conception de la phase III.
20. Au démarrage, il convient d'accorder la priorité à la sélection et à la signature d'accords avec des organismes d'exécution – accords dans lesquels les clauses relatives aux décaissements seraient en phase avec l'exécution des activités et comporteraient des exigences claires en matière d'établissement de rapports.
21. L'accord de financement devrait subordonner le premier décaissement à la mise en place d'un système complémentaire automatisé d'information financière permettant de contrôler l'exécution du budget par catégorie et composante pour toutes les sources de financement, et à l'établissement automatique des rapports financiers intermédiaires.

II. Description du projet

A. Objectifs, zone d'intervention et groupes cibles

22. La finalité du projet est de contribuer à réduire la pauvreté rurale et l'insécurité alimentaire et nutritionnelle dans les exploitations familiales. L'objectif de développement est de mettre en place des systèmes alimentaires plus durables et plus biodiversifiés qui renforcent la résilience des agriculteurs familiaux face aux changements climatiques. Le projet vise à améliorer les revenus, la sécurité alimentaire et la nutrition grâce au renforcement de la capacité des agriculteurs familiaux à produire des aliments sains. Il vise également à réduire les inégalités entre les sexes, les générations et les groupes ethniques par un meilleur accès aux politiques publiques, aux innovations technologiques et aux ressources qui favorisent des systèmes alimentaires durables, biodiversifiés et résilients face aux changements climatiques, et qui contribuent à la création d'emplois et de sources de revenus.
23. La zone du projet couvrira la région semi-aride des neuf États du Nord-Est et de l'État du Minas Gerais, soit dix États au total, comptant une population de 30,9 millions d'habitants, dont 51% de femmes et 23% de jeunes âgés de 15 à 29 ans. Quelque 284 000 autochtones et 560 000 Quilombolas se trouvent dans la zone du projet, dont 22,6% et 8,2% vivent respectivement sur des terres autochtones agréées et des territoires quilombolas protégés par des titres de propriété.
24. Le projet bénéficiera à 90 000 familles de petits exploitants (environ 315 000 personnes), dont 60% seront inscrits au Registre unique. Au moins 50% des bénéficiaires seront des femmes, 30% des jeunes et 7% des membres des peuples et communautés ancestraux.
25. Les principaux groupes cibles du projet sont: i) les agriculteurs familiaux pauvres et extrêmement pauvres; ii) les femmes rurales; iii) les jeunes ruraux; iv) les peuples et communautés ancestraux; v) les colons de la réforme agraire; vi) la communauté LGBTQIAPN+.

26. L'approche du projet sera territoriale et géographique afin d'éviter la dispersion des interventions et de promouvoir l'intégration entre les politiques publiques, la participation sociale et la coordination au niveau fédéral. Un à trois territoires (groupes de municipalités) seront ciblés en priorité dans chaque État participant.
27. Les agriculteurs familiaux pauvres et extrêmement pauvres tirent leurs moyens d'existence d'une agriculture à faible productivité – principalement axée sur l'autoconsommation et la vente de quelques excédents –, de pratiques extractives et de l'élevage de petits animaux. Parmi les agriculteurs familiaux, les sous-groupes cibles seront les colons de la réforme agraire, les femmes et les jeunes.
28. Les femmes représenteront au moins 50% des bénéficiaires du projet (45 000 familles bénéficiant d'activités axées sur les femmes). La priorité sera donnée aux femmes les plus pauvres et les plus vulnérables. Pour réduire les inégalités entre les femmes et les hommes dans le groupe cible, les activités du projet s'adresseront tout particulièrement aux femmes, notamment aux familles dirigées par une femme, aux femmes des peuples et communautés ancestraux et aux jeunes femmes.
29. Les jeunes âgés de 15 à 29 ans représenteront au moins 30% du nombre total de bénéficiaires du projet (27 000 familles bénéficiant d'activités axées sur les jeunes), dont la moitié seront des femmes. L'inclusion des jeunes sera prise en compte dans les activités du projet, à l'aide d'approches efficaces tirées du portefeuille de projets menés au Brésil, telles que l'appui aux écoles d'agriculture familiale et les bourses d'études.

B. Composantes, résultats et activités

Composante 1. Promotion de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans une perspective agroécologique

30. Cette composante vise, d'une part, à améliorer les revenus, la sécurité alimentaire et la nutrition des familles grâce au renforcement de la capacité productive des agriculteurs familiaux et, d'autre part, à consolider les organisations d'agriculteurs familiaux afin qu'elles puissent absorber, transformer et commercialiser la production excédentaire. Une approche territoriale axée sur l'agroécologie sera adoptée. L'assistance technique prévue dans le cadre du projet – notamment les services d'assistance technique et de vulgarisation en milieu rural pour les agriculteurs familiaux, l'assistance technique virtuelle pour les organisations rurales, la formation et les échanges – servira à renforcer les capacités et à favoriser les innovations technologiques sur le terrain.
31. Les services d'assistance technique décentralisés prévus dans le cadre du projet seront fournis par des entités publiques et privées sous contrat avec l'Agence nationale pour l'assistance technique et la vulgarisation en milieu rural (ANATER).
32. Les capacités d'accès aux marchés seront renforcées grâce à l'assistance technique aux organisations rurales, notamment pour ce qui est de l'accès aux labels de certification et de commercialisation, et grâce à de petits investissements dans des équipements de transformation destinés à aider les organisations paysannes à transformer les produits des petits exploitants.
33. Un projet pilote d'assistance technique virtuelle, qui complétera l'assistance technique en face à face, permettra aux agriculteurs d'accéder plus facilement à des informations utiles en temps voulu.

Composante 2. Renforcement des capacités, innovations et vulgarisation

34. Cette composante vise à créer un environnement propice à l'amélioration et à l'actualisation des connaissances et des compétences des spécialistes de l'assistance technique, des enseignants des instituts d'enseignement ruraux et de certains bénéficiaires, le but étant de promouvoir la transition agroécologique et des systèmes agricoles et alimentaires durables et riches sur le plan nutritionnel.

35. Le renforcement des capacités des jeunes fera l'objet d'une attention particulière, notamment dans les centres familiaux de formation par alternance, grâce à l'octroi de bourses aux étudiants et aux enseignants, à l'organisation de prix, d'itinéraires d'apprentissage et d'échanges, et à l'établissement de partenariats avec d'autres instituts de recherche et d'enseignement locaux.
36. En outre, un appui sera apporté à la gestion des savoirs, à la coopération Sud-Sud et triangulaire et à la concertation sur les politiques, le but étant de transmettre des informations de première main aux agriculteurs familiaux et à leurs organisations, aux réseaux de jeunes et d'agricultrices, aux réseaux de techniciens et d'organisations spécialisés dans l'assistance technique, aux enseignants spécialisés en milieu rural et aux responsables des politiques de développement rural et de réduction de la pauvreté.

Composante 3. Gestion et suivi-évaluation du projet

37. Pour garantir l'efficacité de l'exécution, une UGP relevant du MDA organisera la planification, la coordination et le suivi des activités du projet, et évaluera les résultats qui en découlent. Elle sera également administrativement responsable de la gestion des accords avec les entités partenaires, de la passation de marchés, de la gestion financière et des audits.

C. Théorie du changement

38. Pour atteindre les objectifs du projet, la phase III s'articulera autour de deux trajectoires de développement interconnectées. La première trajectoire devrait permettre aux familles, aux jeunes, aux femmes, aux peuples et communautés ancestraux des zones rurales et aux organisations rurales de produire davantage d'aliments sains et d'améliorer la nutrition et l'accès aux marchés grâce à la mise en place de systèmes de production résilients et diversifiés. Ce résultat sera obtenu par: i) la prestation de services d'assistance technique participatifs en matière d'agroécologie (en personne et en ligne), associés à des programmes d'aide publique favorables aux pauvres, portant par exemple sur les subventions en faveur de l'inclusion productive (programme Fomento) ou les citernes; ii) le renforcement des capacités des groupes les plus vulnérables, l'accent étant mis sur le recours à l'éducation en matière d'agroécologie et de nutrition; iii) le renforcement organisationnel et l'autonomisation des communautés rurales; iv) le renforcement de la capacité des organisations de producteurs à accroître la valeur ajoutée de la production rurale et à accéder aux marchés dans de meilleures conditions.
39. Grâce au développement des services d'assistance technique et de vulgarisation en milieu rural et au renforcement des capacités institutionnelles, la deuxième trajectoire devrait aboutir à l'instauration d'un environnement propice à l'évolution vers des systèmes alimentaires durables au profit des groupes appuyés durant la première phase. Par ailleurs, elle vise à promouvoir et à créer des instances de concertation sur les politiques et de diffusion des produits du savoir, des innovations et des travaux de recherche intéressant l'agriculture familiale. Un tel résultat sera obtenu par: i) l'enrichissement et l'actualisation des connaissances et des compétences des prestataires de services d'assistance technique et de vulgarisation en milieu rural en ce qui concerne les méthodes participatives, la production agroécologique adaptée aux changements climatiques, la sécurité alimentaire et la nutrition, l'autonomisation dans une perspective de genre et l'accès aux marchés; ii) le renforcement de l'offre pédagogique des centres familiaux de formation par alternance dans des domaines comme la biodiversité agricole et la production agroécologique, et la conservation, le sauvetage et la réutilisation des semences de cultures indigènes; iii) la promotion de la cocréation et de la diffusion d'innovations, de technologies et de travaux de recherche appliquée auprès des techniciens, des producteurs et de leurs organisations, sans oublier les coopératives; iv) l'élaboration de programmes spécifiquement destinés aux jeunes ruraux et axés sur l'agroécologie, la durabilité et l'entrepreneuriat; v) l'appui à des instances de participation sociale, de coordination et de suivi des politiques publiques.

D. Alignement, appropriation et partenariats

40. Le projet est en phase avec les priorités et les engagements formulés dans le cadre de FIDA12, car l'approche adoptée est axée sur l'adaptation aux changements climatiques, la nutrition, les questions de genre et les jeunes, et l'accent mis sur les populations rurales pauvres et vulnérables. Il est en adéquation avec les trois objectifs énoncés dans le Cadre stratégique du FIDA 2016-2025 et les priorités transversales relatives aux questions de genre, aux jeunes, aux peuples autochtones, à la nutrition et aux changements climatiques.
41. La phase III du projet contribuera directement à la réalisation des objectifs de développement durable n^{os} 1 (pas de pauvreté), 2 (faim zéro), 12 (consommation et production responsables), 13 (action climatique) et 15 (vie terrestre), grâce à l'appui aux systèmes de production agroécologiques, résilients et durables des agriculteurs familiaux pauvres et extrêmement pauvres et à la promotion d'une stratégie cohérente en matière de sécurité alimentaire et de nutrition. En outre, grâce à la mise en place d'activités axées sur l'éducation en milieu rural et au renforcement de l'inclusion socioproductive des jeunes, des femmes, des peuples et communautés ancestraux et des personnes LGBTQIAPN+, associé à des mesures permettant à ces groupes d'accéder plus facilement à d'autres politiques publiques, le projet contribuera directement à la réalisation des objectifs de développement durable n^{os} 4 (éducation de qualité), 5 (égalité des sexes) et 10 (inégalités réduites). Enfin, dans la mesure où des technologies sociales seront proposées pour faciliter l'accès à l'eau et aux installations sanitaires de base, le projet favorisera directement la réalisation des objectifs de développement durable n^{os} 2 (faim zéro), 6 (eau propre et assainissement), 12 (consommation et production responsables) et 13 (action climatique).
42. Le projet est tout à fait conforme à la stratégie du FIDA au Brésil, telle que décrite dans le programme d'options stratégiques pour le pays (COSOP) en vigueur jusqu'à la mi-2024 et dans le nouveau COSOP qui sera présenté au Conseil d'administration au second semestre de 2024, étant donné qu'il vise, d'une part, à renforcer et à transformer les systèmes d'agriculture familiale dans le Nord-Est grâce à des approches durables et résilientes sur le plan environnemental et, d'autre part, à assurer la nutrition et la sécurité alimentaire des familles. L'accent mis sur la protection, la restauration et l'exploitation économique durable du biome de la caatinga est en phase avec la promotion de l'adaptation aux changements climatiques et de la préservation de la biodiversité prévue dans le nouveau COSOP. Le MDA a contribué à élaborer ce dernier, en veillant à l'harmoniser avec la phase III du projet et avec ses propres politiques fédérales.
43. Le projet cadre parfaitement avec les programmes de lutte contre la faim et la pauvreté et de promotion du développement rural menés par le Gouvernement fédéral et les administrations des États fédérés. En particulier, il est pleinement aligné sur le nouveau plan pluriannuel (2024-2027) et sur les programmes prioritaires du MDA et du Ministère du développement social et de la lutte contre la faim.

E. Coût, avantages et financement

Coût du projet

44. D'une durée de six ans, le projet a un coût total de 155 millions d'USD. Environ 96% des coûts correspondent à des dépenses d'investissement et 4% à des dépenses ordinaires.

Tableau 1

Coût du projet par composante et par source de financement
(en milliers d'USD)

<i>Composantes par source de financement</i>	<i>Prêt du FIDA</i>		<i>Financement direct du Gouvernement fédéral</i>		<i>Financement indirect du Gouvernement fédéral</i>		<i>Bénéficiaires</i>		<i>Total</i>	
	<i>Montant</i>	<i>%</i>	<i>Montant</i>	<i>%</i>	<i>Montant</i>	<i>%</i>	<i>Montant</i>	<i>%</i>	<i>Montant</i>	<i>%</i>
1. Promotion de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans une perspective agroécologique	24 382	69	7 337	73	89 334	99	20 000	100	141 053	91
2. Renforcement des capacités, innovations et vulgarisation	4 739	14	1 359	14	168	-	-	-	6 266	4
3. Gestion et suivi-évaluation du projet	5 879	17	1 304	13	498	1	-	-	7 681	5
Total	35 000	100	10 000	100	90 000	100	20 000	100	155 000	100

Tableau 2

Coût du projet par catégorie de dépenses et par source de financement
(en milliers d'USD)

<i>Catégorie de dépenses et source de financement</i>	<i>Prêt du FIDA</i>		<i>Gouvernement fédéral – financement direct</i>		<i>Gouvernement fédéral – financement indirect</i>		<i>Bénéficiaires</i>		<i>Total</i>	
	<i>Montant</i>	<i>%</i>	<i>Montant</i>	<i>%</i>	<i>Montant</i>	<i>%</i>	<i>Montant</i>	<i>%</i>	<i>Montant</i>	<i>%</i>
I. Dépenses d'investissement										
A. Biens, services, équipement et matériel	8 250	24	1 808	18	29 109	32	-	-	39 167	25
B. Ateliers, réunions et formation	3 269	9	948	9	168	-	-	-	4 385	3
C. Dons et subventions	-	-	-	-	55 135	61	20 000	100	75 135	48
D. Assistance technique et études	19 293	55	6 368	66	5 090	6	-	-	30 751	20
Total des dépenses d'investissement	30 812	88	9 124	91	89 502	99	20 000	100	149 438	96
II. Dépenses ordinaires										
E. Salaires et dépenses de fonctionnement	4 188	12	876	9	498	1	-	-	5 562	4
Total des dépenses ordinaires	4 188	12	876	9	498	1	-	-	5 562	4
Coût total du projet	35 000	100	10 000	100	90 000	100	20 000	100	155 000	100

Tableau 3

Coût du projet par composante et par année du projet

(en milliers d'USD)

<i>Composante et année du projet</i>	<i>Année 1</i>		<i>Année 2</i>		<i>Année 3</i>		<i>Année 4</i>		<i>Année 5</i>		<i>Année 6</i>		<i>Total</i>	
	<i>Montant</i>	<i>%</i>	<i>Montant</i>	<i>%</i>	<i>Montant</i>	<i>%</i>	<i>Montant</i>	<i>%</i>	<i>Montant</i>	<i>%</i>	<i>Montant</i>	<i>%</i>	<i>Montant</i>	<i>%</i>
1. Promotion de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans une perspective agroécologique	44	3	29 632	93	53 035	96	36 034	92	14 082	85	8 228	74	141 055	91
2. Renforcement des capacités, innovations et vulgarisation	36	3	967	3	1 206	2	1 458	4	1 413	9	1 186	11	6 266	4
3. Gestion et suivi-évaluation du projet	1 252	94	1 378	4	917	2	1 437	4	1 075	6	1 620	15	7 679	5
Total	1 332	100	31 977	100	55 158	100	38 929	100	16 570	100	11 034	100	155 000	100

Stratégie et plan de financement et de cofinancement

45. Le FIDA accordera un prêt de 35 millions d'USD (22,6% du coût total) par l'intermédiaire du MARE. Les contributions du Gouvernement fédéral au projet proviendront de deux sources: 10 millions d'USD (6,5% du total) seront alloués par le MDA sous forme de ressources directes en espèces, et 90 millions d'USD (58% du total) seront alloués sous forme de ressources indirectes mobilisées grâce à la participation d'autres ministères et organismes publics qui partagent pleinement les objectifs du projet et œuvrent auprès de la population ciblée.
46. La contribution des bénéficiaires, estimée à 20 millions d'USD (13% du total), sera allouée en partie grâce aux lignes de crédit subventionnées dans le cadre du Programme national pour le renforcement de l'agriculture familiale dont ont bénéficié les agriculteurs familiaux, et en partie en nature, sous forme de main-d'œuvre et de matériaux locaux.

Décaissement

47. Un compte désigné en dollar des États-Unis sera ouvert pour recevoir les fonds décaissés du prêt du FIDA. Un compte désigné en real brésilien (BRL) sera ouvert pour recevoir les fonds du compte désigné du FIDA sur la base des contrats de change signés. Enfin, un compte commun en BRL sera ouvert pour recevoir les fonds du compte du FIDA en BRL et les fonds de contrepartie directs du Gouvernement. Ce compte commun servira à payer les fournisseurs et à transférer les fonds aux partenaires du projet.
48. Les modalités de décaissement seront communiquées dans la lettre de présentation des modalités de gestion financière et de contrôle financier.

Résumé des avantages et analyse économique

49. Les résultats financiers attendus du projet ont été estimés à la lumière de neuf modèles de production portant sur les investissements dans les systèmes agroforestiers, les services d'assistance technique et de vulgarisation en milieu rural et les fonds non remboursables connexes (programme Fomento), les capacités d'accès aux marchés et l'assistance technique virtuelle. Tous les modèles se sont révélés rentables: le taux de rentabilité financière interne se situe entre 12% et 40%, le système agroécologique destiné à la production de fourrage, de volailles, d'ovins et de caprins affichant la meilleure rentabilité.
50. L'analyse économique a été réalisée sur un horizon de 20 ans, compte tenu d'un taux d'actualisation annuel de 12%. Ces résultats démontrent la viabilité économique du projet, dont le taux de rentabilité économique interne atteint 21,4% et la valeur actuelle nette économique, 10,2 millions d'USD.

Stratégie de retrait et durabilité

51. Le projet étant étroitement aligné sur les priorités du MDA, les conditions sont favorables à une forte appropriation des activités du projet et à un ferme engagement de la part du Gouvernement, pendant et après l'exécution. Plusieurs facteurs y contribueront: i) le programme intensif de coproduction de savoirs et de formation destiné aux bénéficiaires et aux équipes techniques chargées des services d'assistance technique et de vulgarisation en milieu rural; ii) la diffusion de pratiques agroécologiques adaptées à la région semi-aride et le renforcement de l'accès aux marchés; iii) la collaboration interministérielle et l'alignement, principalement avec le Ministère du développement social et de la lutte contre la faim, mais aussi avec le Ministère de l'agriculture et de l'élevage et l'EMBRAPA, le Ministère des sciences, de la technologie et de l'innovation et l'INSA, le Ministère de l'environnement et du changement climatique et son Bureau de coordination pour la lutte contre la désertification, et des organes du MDA comme l'ANATER; iv) les partenariats avec des organisations de la société civile et de producteurs; v) les partenariats avec d'autres organisations internationales; vi) la promotion de la participation sociale à la conception, à la planification, à l'exécution et au

- suivi-évaluation du projet; vii) la gestion des savoirs, la concertation sur les politiques et la coopération Sud-Sud et triangulaire, qui sont destinées à étendre les activités du projet et à en assurer la continuité et la mise à l'échelle.
52. La pérennité de l'appui aux systèmes de production reposera sur l'augmentation de la production d'aliments sains, la diversification de la production, de l'alimentation et des revenus (par la réduction des coûts et l'amélioration des prix et des conditions de vente), et le renforcement de la résilience face aux changements et aux chocs climatiques. La planification territoriale participative mise en place en réponse aux demandes des différents acteurs et groupes cibles devrait aussi contribuer à garantir la pérennité.
53. Une approche intégrée axée sur la formation, le renforcement des capacités et l'instauration d'un environnement propice à l'innovation sera adoptée pour développer les capacités des institutions, des communautés et des organisations de producteurs. Durant la phase III du projet, la production agroécologique et l'intensification productive durable seront promues, de même que les connaissances en matière de gestion et de restauration des ressources naturelles. Des mesures d'amélioration des capacités et des connaissances en matière de nutrition, associées à des méthodes participatives d'inclusion des groupes sociaux, des groupes ethniques, des femmes et des jeunes, favoriseront une forte appropriation et une large inclusion sociale.
54. L'UGP élaborera un plan de durabilité, qui fera l'objet d'un suivi dès la deuxième année d'exécution.

III. Gestion des risques

A. Risques et mesures d'atténuation

55. Le risque global inhérent au projet est modéré, tout comme le risque résiduel.

Tableau 4

Synthèse des risques

<i>Aspect du risque</i>	<i>Niveau de risque inhérent</i>	<i>Évaluation du risque résiduel</i>
Contexte national	Modéré	Faible
Stratégies et politiques sectorielles	Modéré	Faible
Contexte environnemental et climatique	Substantiel	Modéré
Portée du projet	Modéré	Faible
Capacités institutionnelles d'exécution et viabilité	Substantiel	Modéré
Gestion financière	Substantiel	Modéré
Passation des marchés dans le cadre du projet	Modéré	Modéré
Impact environnemental, social et climatique	Substantiel	Modéré
Parties prenantes	Modéré	Modéré
Risque global	Modéré	Modéré

56. Le risque inhérent à la gestion financière est jugé substantiel, les principaux risques étant: i) le manque de supervision des interventions décentralisées menées dans une vaste zone géographique et impliquant un grand nombre d'entités partenaires et de sous-traitants; ii) l'utilisation de feuilles de calcul auxiliaires aux fins de l'établissement des rapports financiers du FIDA, qui comporte un risque d'erreur humaine. Le risque en matière de gestion financière sera ramené à un niveau modéré grâce à l'inclusion dans l'accord de financement des conditions suivantes applicables au premier décaissement: i) absence d'objection au manuel d'exécution du projet, y compris les dispositions adaptées à la supervision d'une exécution décentralisée; ii) mise en place d'un système d'établissement de rapports complémentaire aux fins de la production automatisée des rapports du FIDA.

B. Catégorie environnementale et sociale

57. Le projet appliquera les Procédures d'évaluation sociale, environnementale et climatique (PESEC) du FIDA, conformément aux Conditions générales applicables au financement du développement agricole. Le risque environnemental et social est modéré, étant donné qu'il existe des mesures bien connues pour atténuer les risques recensés liés à la modification des habitats, à la prolifération d'espèces envahissantes et aux investissements dans des systèmes d'élevage à petite échelle. Parmi ces mesures figurent l'exclusion de toute modification des habitats dans le cadre de potentiels projets subsidiaires, l'établissement d'une liste noire des espèces exotiques envahissantes et l'adoption des meilleures pratiques en matière de gestion des pâturages et de traitement des effluents. De telles mesures ne devraient pas compliquer la tâche des équipes chargées de l'exécution du projet.
58. La présence de peuples autochtones et de communautés ancestrales aux connaissances et aux modes de vie qui leur sont propres entraîne des risques sociaux. Un plan sur le consentement préalable, libre et éclairé a été élaboré sur la base des réglementations nationales en la matière, afin de renforcer la participation effective des peuples autochtones et des communautés ancestrales à la planification et à l'exécution des activités du projet. En outre, une stratégie provisoire en matière de genre, de jeunesse, d'inclusion sociale et de nutrition a été élaborée pour atténuer tout risque lié à l'inclusion, aux avantages et à l'autonomisation des groupes cibles, et pour garantir la participation effective de ces groupes. Cette stratégie sera régulièrement mise à jour au cours de l'exécution.

C. Classement au regard des risques climatiques

59. Le risque climatique est jugé substantiel en raison des éléments suivants: i) la vulnérabilité et l'exposition du groupe cible aux effets de la variabilité climatique; ii) l'accès encore limité du groupe cible du projet aux politiques et instruments susceptibles de réduire cette vulnérabilité; iii) le fait que des phénomènes extrêmes puissent nuire aux investissements du projet.
60. Parmi les mesures d'atténuation de ces risques figure l'approche agroécologique du projet, qui permettra d'accroître la résilience des systèmes de production face à la variabilité climatique. En outre, les activités prévues dans le cadre de l'assistance technique amélioreront l'accès des bénéficiaires aux informations climatiques et météorologiques et aux politiques publiques axées à la fois sur la réponse d'urgence aux éventuels chocs climatiques et sur l'adaptation aux changements climatiques.

D. Soutenabilité de la dette

61. Le risque lié à la soutenabilité de la dette du Brésil est jugé modéré. Cette dette déjà élevée devrait encore augmenter dans les prochaines années, pour se stabiliser autour de 97% du PIB en 2032. La trajectoire de la dette reste très vulnérable aux chocs sur les coûts d'emprunt et la croissance du PIB réel, tout comme à la concrétisation des risques budgétaires, plus particulièrement concernant le stock important de créances judiciaires, le report du règlement des paiements imposés par les tribunaux et les retards dans les contentieux fiscaux¹.

¹ Source: Fonds monétaire international, consultation au titre de l'article IV (juillet 2023).

IV. Exécution

A. Cadre organisationnel

Gestion et coordination du projet

62. Une UGP sera établie et placée sous la responsabilité du Secrétariat du MDA pour la gouvernance foncière et le développement territorial et socio-environnemental (SFDT). Le SFDT a acquis une solide expérience en matière d'exécution lors des précédentes phases du projet. Comme durant la phase II, un organisme international de coopération technique sera chargé de gérer les contrats relatifs au personnel, aux consultants et aux services.
63. Trois instances de gouvernance seront créées à des fins d'information et de participation: i) un comité territorial sera mis en place dans chaque zone du projet et servira d'instance pour le contrôle social, la concertation sur les demandes des communautés et l'adaptation des activités du projet à ces demandes, et l'articulation avec d'autres politiques, programmes et projets publics; ii) un comité régional sera créé pour que les 10 États participants et les organisations représentant les agriculteurs familiaux à l'échelon régional puissent échanger des informations et discuter des activités du projet; iii) un comité exécutif sera mis en place et réunira les représentants des unités du MDA et d'autres organes fédéraux jouant un rôle important dans le projet; il servira de mécanisme de suivi et de coordination des activités entre les différents secteurs du MDA et le Gouvernement fédéral.

Gestion financière, passation des marchés et gouvernance

64. **Gestion financière.** Une UGP sera créée au sein du SFDT, qui relève lui-même du MDA, et dotée d'au moins deux personnes chargées de la gestion financière. L'exécution suivant une approche décentralisée, des entités partenaires devront être engagées aux fins de l'exécution des activités du projet, ce qui exige une coordination et une supervision étroites de la part de l'UGP. La capacité de gestion financière des entités partenaires et le flux de fonds seront évalués durant la phase de contractualisation, avant que le FIDA n'émette un avis de non-objection à l'égard des accords signés avec les entités partenaires.
65. Tout projet exécuté par des entités publiques est soumis à la loi n° 4.320/64, qui établit les normes et les principes en matière de budgétisation, de comptabilité et de gestion financière dans le secteur public. Dans le cadre du projet, le Système intégré de gestion financière du Gouvernement fédéral servira à assurer le traitement des paiements, le suivi budgétaire (conformément au plan comptable gouvernemental) et le suivi des actifs. Un système complémentaire sera mis en place afin que le FIDA puisse communiquer des données ventilées par catégorie et par composante.
66. **Audit externe.** Les états financiers annuels du projet seront établis conformément aux normes comptables nationales applicables aux entités publiques, qui sont conformes aux Normes comptables internationales du secteur public. Les états financiers du projet seront audités par le Bureau du Contrôleur général de l'Union, qui dispose d'une unité spécialisée satisfaisant aux exigences d'audit des institutions financières internationales, conformément aux Normes internationales des Institutions supérieures de contrôle des finances publiques. Les états financiers audités seront soumis au FIDA au plus tard six mois après la fin de chaque exercice, comme indiqué dans les conditions générales.
67. **Passation des marchés.** Une grande partie de l'exécution de la phase III du projet sera décentralisée et confiée à des entités publiques partenaires qui s'occuperont de la passation de marchés. Ces entités appliqueront la réglementation nationale en la matière, mais se conformeront aux politiques du FIDA concernant la fraude et la corruption, le harcèlement sexuel et le recours à l'autocertification dans le cadre de la sélection des fournisseurs. Une autre partie

des activités de passation de marchés sera exécutée par l'UGP, qui recevra l'appui de l'Institut interaméricain de coopération pour l'agriculture (IICA), conformément aux directives du FIDA en matière de passation de marchés. L'équipe de passation de marchés de l'UGP et l'IICA ont l'expérience et les connaissances requises pour mener à bien leurs activités. La première a été formée par le FIDA et le second a participé à plusieurs projets sur la base du cadre de passation des marchés du FIDA. L'UGP planifiera et mènera les activités de passation de marchés relatifs au projet à l'aide du Système de bout en bout de passation électronique des marchés relatifs aux projets. Les équipes du projet auront recours aux systèmes du FIDA, pour autant que ceux-ci soient compatibles avec la nature décentralisée de son exécution.

Participation et retours d'information du groupe cible, et mécanisme de réponse aux doléances

68. Au stade de la conception, des consultations ont été menées avec des départements et secrétariats gouvernementaux et des organes de concertation politique régionaux. D'autres consultations ont été conduites avec des organisations de la société civile (par l'intermédiaire du Conseil national pour le développement rural durable) et avec des partenaires potentiels tels que l'EMBRAPA et l'INSA.
69. Un plan pour la participation des parties prenantes a été élaboré afin d'assurer une large participation à la planification du projet et aux différentes phases de l'établissement de rapports, le but étant de garantir l'obtention de résultats et la pérennité des interventions du projet. Ce plan est axé sur les trois instances de gouvernance susmentionnées.

Mécanisme de réponse aux doléances

70. Le MDA établira un mécanisme de réponse aux doléances, en s'appuyant sur son propre système consolidé de façon à traiter les plaintes à l'aide des voies de médiation existantes. Les plaintes seront résolues confidentiellement et rapidement, et les lanceurs d'alerte protégés, conformément à la législation nationale. L'équipe du projet tiendra un registre des plaintes et des doléances afin de tirer des enseignements pour éviter les conflits et promouvoir une plus grande efficacité et une meilleure prise en compte des aspects sociaux.

B. Planification, suivi-évaluation, apprentissage, gestion des savoirs et communication

71. L'UGP établira un plan de suivi-évaluation au démarrage du projet, et affinera la planification du projet à l'aide du plan de travail et budget annuel, en impliquant tous les spécialistes. Le plan de travail et budget annuel permettra de fixer des objectifs matériels et financiers annuels en fonction du cadre logique et des critères du FIDA en matière de transversalisation. Ces objectifs seront suivis dans le système de gestion de l'ANATER pour ce qui est des services d'assistance technique et de vulgarisation en milieu rural et dans le système de suivi de l'UGP, et feront l'objet de rapports de situation semestriels. Dans le cadre du projet, une étude de référence, un examen à mi-parcours et une évaluation de l'impact seront réalisés.

Innovations et reproduction à plus grande échelle

72. Les innovations mises en place dans le cadre du projet portent sur les services numériques grâce auxquels de nombreux agriculteurs peuvent bénéficier de services adaptés à leurs besoins en temps voulu, notamment l'assistance technique numérique et l'éducation en milieu rural. L'UGP élaborera et mettra en œuvre un plan de gestion des savoirs et de communication afin de décrire et de diffuser les expériences acquises dans le cadre du projet, notamment au moyen d'études thématiques.

C. Plans d'exécution

Plans de préparation à l'exécution et de démarrage

73. La phase II en cours offrira une base solide pour assurer la continuité du personnel et des services, en particulier la familiarisation avec les systèmes du FIDA, ce qui contribuera à garantir un démarrage rapide dès que le Sénat national aura ratifié l'accord. Le FIDA organisera également une mission de démarrage et accordera un financement rétroactif à l'appui du processus.

Supervision, examen à mi-parcours et plans d'achèvement

74. Le projet sera directement supervisé par le FIDA. Une mission de démarrage, des missions annuelles de supervision et d'appui à l'exécution, un examen à mi-parcours et une mission à l'achèvement sont prévus. Le bureau de pays du FIDA à Salvador jouera encore un rôle crucial dans l'appui à l'exécution, la supervision et l'achèvement du projet.

V. Instruments et pouvoirs juridiques

75. L'octroi à l'emprunteur du financement proposé est régi par un accord de financement entre la République fédérative du Brésil et le FIDA. Une copie de l'accord de financement négocié figure à l'appendice I.
76. La République fédérative du Brésil est habilitée, en vertu de son ordre juridique, à recevoir un financement du FIDA.
77. Je certifie que le financement proposé est conforme aux dispositions de l'Accord portant création du FIDA, et aux Principes et critères applicables aux financements du FIDA.

VI. Recommandation

78. Je recommande au Conseil d'administration d'approuver le financement proposé par la résolution suivante:

DÉCIDE: que le Fonds accordera à la République fédérative du Brésil un prêt à des conditions ordinaires d'un montant de trente-cinq millions de dollars des États-Unis (35 000 000 USD) au titre du MARE, qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

Le Président
Alvaro Lario

Negotiated financing agreement

Food Security and Nutrition and Climate Resilience in the Northeast Semiarid of Brazil Project – Dom Hélder Câmara III Project

(Negotiations concluded on 18 November 2024)

Loan No: _____

Project name: Food Security and Nutrition and Climate Resilience in the Northeast Semiarid of Brazil, also called Dom Hélder Câmara Project, phase III (the "PDHC III" or "Project")

The Federative Republic of Brazil (the "Borrower")

and

The International Fund for Agricultural Development (the "Fund" or "IFAD")

(each a "Party" and both of them collectively the "Parties")

WHEREAS the Borrower has requested a loan from the Fund for the purpose of financing the Project described in Schedule 1 to this Agreement;

WHEREAS the Fund has agreed to provide financing for the Project;

WHEREAS the Project will be the third phase of IFAD's successful collaboration with the federal government and will build on the lessons learned and experiences of the two previous phases. The Dom Hélder Câmara Project is considered a powerful and widely recognized "brand" name and symbol of Brazilian public policy and commitment to poverty reduction in family farming in the Northeast.

NOW THEREFORE, the Parties hereby agree as follows:

Section A

1. The following documents collectively form this Agreement: this document, the Project Description and Implementation Arrangements (Schedule 1), the Allocation Table (Schedule 2) and the Special Covenants (Schedule 3).
2. The Fund's General Conditions for Agricultural Development Financing dated 29 April 2009, amended as of December 2022 (the "General Conditions"), are annexed to this Agreement, and all provisions thereof shall apply to this Agreement. For the purposes of this Agreement the terms defined in the General Conditions shall have the meanings set forth therein, unless the Parties shall otherwise agree in this Agreement.
3. The Fund shall provide a Loan (the "Financing") to the Borrower, which the Borrower shall use to implement the Project in accordance with the terms and conditions of this Agreement.

Section B

1. The amount of the Loan is thirty-five million United States dollars (USD 35 000 000).

2. The Loan is granted on ordinary terms and shall be subject to interest on the principal amount outstanding of the Loan at a rate equal to the IFAD Reference Interest Rate including a variable spread, payable semi-annually in the Loan Service Payment Currency, and have a maturity period of eighteen (18) years, including a grace period of three (3) years, starting from the date as of which the Fund has determined that all general conditions precedent to withdrawal have been fulfilled.
3. The Loan Service Payment Currency shall be in United States dollars (USD).
4. The first day of the applicable Fiscal Year shall be 1 January.
5. Principal and interest shall be payable on each 15 May and 15 November.
6. There shall be a Designated Account opened by and held in the name of the Borrower in USD, for the exclusive use of the Project. The Borrower shall inform the Fund of the officials authorized to operate the Designated Account.
7. There shall be Project Account in Brazilian Real (BRL) held by the Borrower to receive funds from the Designated Account.
8. The Borrower shall provide counterpart financing for the Project in the amount of USD 10 million in direct cash contribution.

Section C

1. The Lead Project Agency shall be the Ministry of Agrarian Development and Family Farming (MDA), which will implement the Project through the Secretariat for Land Governance, Territorial and Socio-Environmental Development (SFDT), or their successor with the same attributions and legal competencies, subject to prior approval by the Fund for the purposes of the Project.
2. A Mid-Term Review will be conducted as specified in Section 8.03 (b) and (c) of the General Conditions; however, the Parties may agree on a different date for the Project Mid-Term Review.
3. The Project Completion Date shall be the 6th anniversary of the date of entry into force of this Agreement and the Financing Closing Date shall be 6 months later, or such other date as the Fund may designate by notice to the Borrower.
4. Procurement of goods, works and services financed by the Financing shall be carried out in accordance with the provisions of the Borrower's procurement regulations, to the extent such are consistent with the IFAD Procurement Guidelines.

Section D

1. The Fund will administer the Loan and supervise the Project.

Section E

1. The following are designated as additional grounds for suspension of this Agreement:
 - (a) The Project Implementation Manual (PIM) and/or any provision thereof, has been waived, suspended, terminated, amended or modified without the prior agreement of the Fund and the Fund, after consultation with the Borrower, has determined that it has had, or is likely to have, a material adverse effect on the Project.

2. The following are designated as additional grounds for cancellation of this Agreement:
 - (a) In the event that the Borrower did not request a disbursement of the Financing within a period of at least 18 months after the date of entry into force without justification.
 - (b) In the event that the Borrower did not request a disbursement of the Financing within 18 months of the last disbursement.
3. The following are designated as additional (general/specific) conditions precedent to withdrawal:
 - (a) The IFAD no-objection to the PIM shall have been obtained.
 - (b) The Project Management Unit (PMU) shall have been established within MDA/SFDT and its key staff.
4. The following are the designated representatives and addresses to be used for any communication related to this Agreement:

For the Borrower:

The Minister of Agrarian Development and Family Farming (MDA)
Ministry of Agrarian Development and Family Farming (MDA)
Esplanada dos Ministérios
Bloco C 5º Andar
Brasília – DF 70054-900

For the Fund:

The President
International Fund for Agricultural Development
Via Paolo di Dono 44
00142 Rome, Italy

5. The Parties commit to share copies of all communication related to this Agreement with:

Ministério do Planejamento e Orçamento
Secretaria de Assuntos Internacionais e Desenvolvimento
Esplanada dos Ministérios, Bloco K, 8º andar
CEP: 70040-906 Brasília, DF

E-mail: seaid@planejamento.gov.br; cofiex@planejamento.gov.br

and

Ministério da Fazenda
Secretaria do Tesouro Nacional
Coordenação-Geral de Controle da Dívida Pública - CODIV
Esplanada dos Ministérios, Bloco P, Anexo, Ala A, 1º andar, sala 121
CEP: 70048-900 Brasília, DF

E-mail: codiv.df.stn@tesouro.gov.br

The Parties accept the validity of any qualified electronic signature used for the signature of this Agreement and recognise the latter as equivalent to a hand-written signature.

This Agreement, has been prepared in the English language in two (2) original copies, one (1) for the Fund and one (1) for the Borrower.

THE FEDERATIVE REPUBLIC OF BRAZIL

Authorised Representative

Procuradoria-Geral da Fazenda Nacional
Ministério da Fazenda

Date: _____

INTERNATIONAL FUND FOR
AGRICULTURAL DEVELOPMENT

Alvaro Lario
President

Date: _____

Schedule 1

Project Description and Implementation Arrangements

I. Project Description

1. *Target Population.* The Project will benefit approximately 90,000 family farming families (around 315,000 people), of which 60% will have a Single Registry (Cadúnico) profile. 50% of the activities will focus on women, 30% on young people and 7% on traditional peoples and communities (PCTs). The Project's main target groups are: i) family farmers living in poverty and extreme poverty, ii) rural women, iii) rural youth, iv) PCTs, v) land reform settlers, and vi) the LGBTQIAPN+ community.

2. *Project area.* The Project will cover the semiarid region of the 9 North-eastern states and the state of Minas Gerais, totalling 10 states. It will follow a territorial approach with a geographical focus to avoid the dispersion of interventions, and promote integration between public policies, social participation, and federative coordination. Up to 30 priority rural territories will be chosen (group of municipalities).

3. *Goal.* The goal of PDHC III is to contribute to reducing rural poverty and food and nutrition insecurity in family farming.

4. *Development Objective.* The Project aims to generate more sustainable, biodiverse food systems that strengthen family farmers' resilience to climate change. It seeks to improve income, and food and nutrition security by strengthening family farmers' capacities to produce healthy food. PDHC III will also seek to reduce gender, generational, and ethnic-racial inequalities through access to public policies, technological innovations and resources that promote sustainable, biodiverse, and climate-resilient food systems, as well as contributing to access to new jobs or sources of income.

5. *Components.* The Project shall consist of the following Components:

5.1. *Component 1. Promoting Food and Nutrition Security from an Agroecological Perspective.* It aims to improve families' income and food and nutrition security by strengthening the productive capacity of family farmers living in poverty and extreme poverty. It also aims to strengthen family farming organizations so that they can absorb surplus production, transform it, and market it with added value. This will be achieved through a territorial approach, with agroecological characteristics for coexistence with the semiarid region. The technical assistance to be provided by the Project, including Technical Assistance and Rural Extension (TARE), Virtual Technical Assistance (VTA), training, exchanges, and other individual and collective training processes, will act as a means of interaction and exchange of knowledge, and as the primary inducer of technological innovations in the field. The operational strategy will be based on the sustainable use of biodiversity by strengthening the productive capacities of family farmers living in poverty and extreme poverty. The component will focus on production for self-consumption, the generation of surpluses for marketing, and access to public policies. This component will strongly contribute to productive inclusion and strengthen the capacities of family farmers, especially the priority target groups of women, young people, agrarian reform settlers and PCTs. The association of TARE activities with Productive Development resources will create more resilient production systems, which should be adaptive and contribute to mitigating the effects of climate change.

5.2. *Component 2. Capacity Building, Innovation and Dissemination.* It aims to create an environment conducive to improving and updating the knowledge and skills of the extension and technical field advisors, civil society actors who work in training processes in the territories, leaders of family farming organizations, including associations and cooperatives, and teachers from rural educational institutions, as well as some of the beneficiaries, to

promote agroecological transition and sustainable and nutritious agri-food systems. One line of activities will focus on the technical staff of Technical Assistance organizations to promote agroecological transition and sustainable and nutritious agri-food systems, as well as including issues related to gender and food and nutritional security. Another line aims to generate knowledge among CEFFAs ("Centros Familiares de Formação por Alternância"), by supporting the production of teaching materials on topics related to PDHC III. In addition, school cooks will receive training to improve food production in schools, prioritizing the use of local socio-biodiversity and agroecological products, aiming to improve pupils' diets and ensuring better food and nutritional security. With a broader vision, the students will be able to take the good practices back to their homes and communities. The knowledge generated by the Project will be disseminated through the publication of technical products and exchanges, benefiting family farmers in Northeast Brazil, the Southern Cone, and African countries, mainly through demand-based South-South and Triangular Cooperation (SSTC) initiatives, in mutual agreement between the parties. These materials will also be used for policy dialogue activities, to support new/improved public policies. This component will strongly contribute to increasing the capacities of TARE professionals, civil society actors who work in training processes in the territories and youth, focusing on priority target groups (women, young people, agrarian reform settlers and PCTs). The knowledge management products to be developed and disseminated, and more qualified TARE, will enable the replication of more resilient and sustainable production systems, which will also help mitigate climate change. The knowledge management products, together with policy dialogue and SSTC, will allow good practices to be scaled, increasing replicability beyond the territories in which they operate.

5.3. *Component 3. Project Management and M&E.* This component will include all project management activities necessary for efficient implementation through a Project Management Unit (PMU). It will also implement the monitoring and evaluation (M&E) activities, including the M&E system, to support the planning, monitoring and evaluation of results.

II. Implementation Arrangements

6. *Lead Project Agency.* The Lead Project Agency will be the Ministry of Agrarian Development and Family Agriculture (MDA), which will implement the Project through the Secretariat for Land Governance, Territorial, and Socio-Environmental Development (SFDT).

7. The following may be designated as additional Project Parties: Ministry of Social Development, Social Assistance, Family and Fight Against Hunger (MDS) and National Agency for Technical Assistance and Rural Extension (ANATER) or their successor with the same attributions and legal competencies, subject to prior approval by the Fund for the purposes of the Project. Other Project parties may be appointed subject to prior approval by the Fund.

8. *Management Committee.* This will be made up of representatives from the units of the MDA and other federal bodies with a prominent role in the Project and act as a mechanism for monitoring actions and coordinating between the different areas of the Ministry and the relevant Federal Government stakeholders.

9. *Regional Council.* Within the regional framework of the Northeast and Minas Gerais, a space will be established for disseminating information and discussing the Project activities between the participating states and the organizations representing family farmers at regional level. This Council will be made up of representatives of civil society organizations and representatives of state governments. Through the Regional Council, the PMU will present its activities and ensure alignment, synergies, and complementarities with state governments and family farming civil society organizations operating in the states.

10. *Territorial Committees*. In each Territory where the Project will operate, a Committee will be set up within the Territorial Collegiate as a space for social control; dialogue on the demands of the communities and their alignment with Project activities at the territorial level; and articulation with other public policies, programmes and projects, in particular, those of IFAD and the Federal Government. The Project can support the functioning and meetings of the Territorial Committees for discussions and implementation of its activities.

11. *Project Management Unit (PMU)*. The key staff of the PMU, set up at the SFDT/MDA in Brasilia will be at least the following: i) General Coordinator, ii) Technical Coordinator, and professionals in the following specialities: a) Procurement and Contracts, b) Financial Management, c) M&E, d) Gender, Youth and Traditional Communities, and e) Social, Environmental and Climate Safeguards. Other professionals and consultants may be added to the team, including specialists on nutrition, knowledge management and to monitor the work in the field directly in the territories.

12. *Financial Management*. The PMU finance team will work in close coordination with MDA's Under secretariat of Planning, Budget and Administration (SPOA) for budgeting and financial planning. The funds needed to implement the project will be included by the MDA in the Annual Budget Law (LOA) and in the Multi-Year Plan (PPA) of the General Budget of the Union (OGU). The project will be subject to public sector Law No. 4.320/64, which establishes the norms and principles for budgeting, accounting and financial management. Internal control will be ensured by establishing the segregation of duties, periodic reconciliation of accounts, approval levels for expenditures and a financial procedure section of the Project Implementation Manual (PIM) detailing staff duties and responsibilities. Payments will follow the workflows and built-in controls in the SIAFI system and oversight of MDA's Financial department.

13. To cover the large geographic area implementations is decentralized through the hiring of partner entities/ subcontractors for implementing Project activities. The PIM will include detailed provisions for the selection and oversight of partner entities/ subcontractors. The legal instruments signed with partner entities/ subcontractors will include technical and fiduciary obligations and safeguards, including those related to accountability for expenditure and IFAD's anti-corruption policies. MDA will assess the flow of funds before requesting the IFAD no-objections to the agreements with partner entities/ subcontractors.

14. *Audits*. The Project accounts will be audited annually by the Office of the Comptroller General of the Presidency of the Republic (CGU/PR).

15. *Knowledge Management and Communications (KM&C)*. The PMU will draw up a participatory KM&C plan at the start of the Project, bringing together the initial demands for studies and research and a communication and dissemination approach. This plan will be reviewed annually and reflected in the Annual Workplan and Budget (AWPB) together with a budget allocation.

16. *Project Implementation Manual (PIM)*. Project implementation will be in accordance with this Agreement and the PIM. In case of discrepancy between this Agreement and the PIM, this Agreement will prevail. Any change or modification in the PIM will require IFAD's prior no-objection.

Schedule 2

Allocation Table

Allocation of Loan Proceeds. (a) The Table below sets forth the Categories of Eligible Expenditures to be financed by the Loan and the allocation of the amounts to each category of the Financing and the percentages of expenditures for items to be financed in each Category:

Category	Loan Amount Allocated (Expressed in USD)	Percentage
I. Goods, Services, Equipment and Materials	7 400 000	100% net of taxes
II. Workshops, Meetings and Training	2 950 000	100% net of taxes
III. Studies and Technical Assistance	17 350 000	100% net of taxes
IV. Salaries and Operating Costs	3 800 000	100%
Unallocated	3 500 000	
TOTAL	35 000 000	

(b) The terms used in the Table above are defined as follows:

- (i) *Goods, Services, Equipment and Materials* include the provision to communities of agroecological systems for food production and reutilization of water, production and dissemination of communication and training materials, scholarships and the purchase of vehicles and computer equipment for use in the field.
- (ii) *Workshops, Meetings and Training* include participation in policy coordination and dialogue committees and platforms; training to community organization members including women and young people; field visits; training to technical assistance providers; and training to technicians in planning, monitoring and evaluation.
- (iii) *Studies and Technical Assistance* include technical assistance services to be provided to the beneficiaries, evaluation of pilot digital technical support and technical advice on access to markets.
- (iv) *Salaries and Operating Costs* are those related to the PMU functioning, including its Territorial Coordination Units.

2. *Disbursement arrangements*

(a) Withdrawals in respect of expenditures for start-up costs (in categories I, II, III and IV) incurred before the satisfaction of the general conditions precedent to withdrawal shall not exceed an aggregate amount of USD 700 000. Activities to be financed by Start-up Costs will include those associated with the hiring of key staff, final preparation of the PIM, and contracting of the M&E system and

the automated financial reporting system and other systems. The activities and amounts to be financed by Start-Up Costs will require prior no-objection from IFAD to be considered eligible.

- (b) Expenditure made by the Federal Government from the time the project was approved by IFAD's Quality Assurance Group (QAG) on the 4th of June 2024, aimed at achieving the project's objectives, will be recognized and reported as a national counterpart funding.

Schedule 3

Special Covenants

I. General Provisions

In accordance with Section 12.01(a)(xxiii) of the General Conditions, the Fund may suspend, in whole or in part, the right of the Borrower to request withdrawals from the Loan Account if the Borrower has defaulted in the performance of any covenant set forth below, and the Fund has determined that such default has had, or is likely to have, a material adverse effect on the Project:

1. Within 18 months of entry into force the project will implement a module or application to complement the SIAFI system which allows for monitoring of budget and execution by categories and components as required for IFAD quarterly financial reporting.

2. *Planning, Monitoring and Evaluation.* The Borrower shall ensure that (i) a functioning system for Planning, Monitoring and Evaluation (PM&E) shall be established within eighteen (18) months from the date of entry into force of this Agreement, or any other period agreed between the parties.

3. *Gender.* The Borrower shall ensure that separate planning meetings with women are held at community level to ensure that women's voices are heard.

4. *Indigenous People (IP) Concerns.* The Borrower shall ensure that the concerns of

IPs are given due consideration in implementing the Project and, to this end, shall ensure that:

- (a) the Project is carried out in accordance with the applicable provisions of the relevant national IP legislation;
- (b) indigenous people and quilombola communities declare their Free, Prior and Informed Consent (FPIC) to project activities concerning them;
- (c) indigenous people are adequately and fairly represented in all local planning for Project activities;
- (d) IP rights are duly respected;
- (e) IP communities participate in policy dialogue and local governance;
- (f) The terms of Declarations, Covenants and/or Conventions ratified by the Borrower on the subject are respected;
- (g) The Project will not involve encroachment on traditional territories used or occupied by indigenous communities.

5. *Anticorruption Measures.* The Borrower shall comply with IFAD's Policy on Preventing Fraud and Corruption in Project Activities.

6. *Sexual Harassment, Sexual Exploitation and Abuse.* The Borrower and the Project Parties shall ensure that the Project is carried out in accordance with the provisions of the IFAD Policy on Preventing and Responding to Sexual Harassment, Sexual Exploitation and Abuse, as may be amended from time to time.

7. *Use of Project Vehicles and Other Equipment.* The Borrower shall ensure that:

- (a) all vehicles and other equipment procured under all Components are allocated to the MDA's official office in the state where the territories are situated for Project implementation;

- (b) The types of vehicles and other equipment procured under the Project are appropriate to the needs of the Project; and
- (c) All vehicles and other equipment transferred to or procured under the Project are dedicated solely to Project use.

8. The Key Project Personnel, as specified in Section II.10 of Schedule 1 of the Financing Agreement, unless otherwise agreed with IFAD, shall be employed or designated by the PMU, as required, with qualifications, experience and terms of reference satisfactory to IFAD. Key Project Personnel shall be seconded to the PMU in the case of government officials or recruited under a consulting contract following the individual consultant selection method in the IFAD Procurement Handbook, or any equivalent selection method in the national procurement system that is acceptable to IFAD. The designation of Key Project Personnel is subject to IFAD's verification. Any contract signed for Key Project Personnel shall be compliant with the national labour regulations.

Logical framework

Results Hierarchy	Indicators				Means of Verification			Assumptions
	Name	Baseline	Mid-Term	End Target	Source	Frequency	Responsibility	
Outreach	1 Persons receiving services promoted or supported by the project				Project M&E System	Annual	Project M&E Unit	Continuity of public policies and programmes that support rural poverty reduction.
	Males - Males	0	18000	45000				
	Females - Females	0	18000	45000				
	Young - Young people	0	10800	27000				
	Indigenous people - Indigenous people	0	2520	6300				
	Total number of persons receiving services - Number of people	0	36000	90000				
	1.a Corresponding number of households reached				Project M&E System	Annual	Project M&E Unit	
Households - Households	0	36000	90000					
1.b Estimated corresponding total number of households members				Project M&E System	Annual	Project M&E Unit		
Household members - Number of people	0	126000	315000					
Project Goal Contribute to reduce rural poverty and improve food security and nutrition for family farming	Poverty reduction (multidimensional)				Impact Survey	Baseline, Mid-term and End of Project	Independent consultancy firm	Continuity of public policies and programmes that support rural poverty reduction/ Non-occurrence of acute drought episodes.
	Percentage of reduction - Percentage (%)	0	10	30				
Development Objective	1.2.4 Households reporting an increase in production				Impact Survey		Independent consultancy firm	Continuity of public policies and programmes that support

Increase the sustainability of production systems and the resilience of family farmers in the North-east	Total number of household members - Number of people	0	47600	119000	Baseline, Mid-Term, and End of Project	rural poverty reduction/ Non-occurrence of acute drought episodes.	
	Households - Percentage (%)	0	80	80			
	Households - Households	0	13600	34000			
	1.2.8 Women reporting minimum dietary diversity (MDDW)				Impact Survey	Baseline, Mid-Term, and End of Project	Independent consultancy firm
	Women (%) - Percentage (%)	0	50	50			
	Women (number) - Females	0	4250	10625			
	Households (%) - Percentage (%)	0	50	50			
	Households (number) - Households	0	8500	21250			
	Household members - Number of people	0	29750	74375			
	Women-headed households - Households	0	4250	10625			
2.2.1 Persons with new jobs/employment opportunities				Impact Survey			
Males - Males	0	140	350				
Females - Females	0	140	350				
Young - Young people	0	84	210				

	Total number of persons with new jobs/employment opportunities - Number of people	0	280	700				
	3.2.1 Tons of Greenhouse gas emissions (tCO2e) avoided and/or sequestered				Impact Survey - Carbon-Balance Tool (EX-ACT)	Baseline, Mid-term and End of Project	External consultant	
	Hectares of land - Area (ha)	0	0	536				
	tCO2e/20 years - Number	0	0	-10318				
	tCO2e/ha - Number	0	0	-79.4				
	tCO2e/ha/year - Number	0	0	-3.97				
	3.2.2 Households reporting adoption of environmentally sustainable and climate-resilient technologies and practices				Impact Survey	Baseline, Mid-Term, and End of Project	Independent consultancy firm	
	Total number of household members - Number of people	0	29750	74375				
	Households - Percentage (%)	0	50	50				
	Households - Households	0	8500	21250				
Outcome C1. Family farmers, young people and rural organizations improve their production systems, nutrition and capacities	1.2.2 Households reporting adoption of new/improved inputs, technologies or practices				Impact Survey	Baseline, Mid-Term, and End of Project	Independent consultancy firm	Maintenance of public policies and access conditions to credit and public procurement/ Non-occurrence of acute drought episodes/ Technical assistance responds to family farmer's needs.
	Total number of household members - Number of people	0	35700	89250				
	Households - Percentage (%)	0	60	60				
	Households - Households	0	10200	25500				

	2.2.3 Rural producers' organizations engaged in formal partnerships/agreements or contracts with public or private entities	Impact Survey	Baseline, Mid-Term, and End of Project	Independent consultancy firm	
	Number of POs - Organizations	0	11	28	
	Women in leadership position - Females	0	33	84	
	Households reporting increased sales to public and private markets	Impact Survey	Baseline, Mid-Term, and End of Project	Independent consultancy firm	
	Households - Number	0	8500	21250	
	Households - Percentage (%)	0	50	50	
Output C1. Families and young people are trained, receive inputs and social technology on water storage for a diversified and environmentally sustainable production	3.1.1 Groups supported to sustainably manage natural resources and climate-related risks	Project M&E System	Annual	Project M&E Unit	Droughts or climate change are managed with appropriate adaptation measures/ Access to rural credit/ Agricultural products' prices remain favorable for family farmers.
	Total size of groups - Number of people	0	17000	42500	
	Groups supported - Groups	0	850	2125	
	Males - Males	0	8500	21250	
	Females - Females	0	8500	21250	
	Young - Young people	0	5100	12750	
	1.1.4 Persons trained in production practices and/or technologies	Project M&E System	Annual	Project M&E Unit	
	Total number of persons trained by the project - Number of people	0	17000	42500	
	Men trained in crop - Males	0	3400	8500	
	Women trained in crop - Females	0	3400	8500	

Young people trained in crop - Young people	0	2040	5100			
Men trained in livestock - Males	0	5100	12750			
Women trained in livestock - Females	0	5100	12750			
Young people trained in livestock - Young people	0	3060	7650			
Total persons trained in crop - Number of people	0	6800	17000			
Total persons trained in livestock - Number of people	0	10200	25500			
Families who receive information about public policy				Project M&E System	Annual	Project M&E Unit
Households - Number	0	4000	10000			
Collective organizations benefited aiming to add value and access to markets				Project M&E System	Annual	Project M&E Unit
Organizations - Number	0	28	70			
Families receiving Technical Assistance (TA), Fostering (Fomento), agroecological systems and Virtual Technical Advice (VTA)				Project M&E System	Annual	Project M&E Unit
Fostering (Fomento) - Number	0	16000	40000			
Agroecological Systems - Number	0	1000	2500			
VTA - Number	0	2000	5000			
Families that receive public policies to support production				Project M&E System	Annual	Project M&E Unit
Water - Number	0	4440	11100			

	PAA - Number	0	5424	13560			
	PRONAF - Number	0	8000	20000			
	Garantia Safra - Number	0	1400	3500			
	1.1.8 Households provided with targeted support to improve their nutrition				Project M&E System	Annual	Project M&E Unit
	Total persons participating - Number of people	0	17000	42500			
	Males - Males	0	8500	21250			
	Females - Females	0	8500	21250			
	Households - Households	0	17000	42500			
	Household members benefitted - Number of people	0	59500	148750			
	Indigenous people - Indigenous people	0	1190	2975			
	Young - Young people	0	5100	12750			
Outcome C2. Enabling environment and developed capacities to support the generation of sustainable, diversified and inclusive food systems	Policy 3 Existing/new laws, regulations, policies or strategies proposed to policy makers for approval, ratification or amendment				Qualitative surveys administered to relevant stakeholders	Mid-Term and End of Project	Independent consultancy firm
	Number - Number	0	2	4			
	SF.2.1 Households satisfied with project-supported services				Impact Survey	Baseline, Mid-Term, and End of Project	Independent consultancy firm
	Household members - Number of people	0	88200	220500			
Households (%) - Percentage (%)	0	70	70				
							Open-spaces for debate and policy-making maintenance

	Households (number) - Households	0	25200	63000				
	SF.2.2 Households reporting they can influence decision-making of local authorities and project-supported service providers				Impact Survey	Baseline, Mid-Term and End of Project	Independent consultancy firm	
	Household members - Number of people	0	88200	220500				
	Households (%) - Percentage (%)	0	70	70				
	Households (number) - Households	0	25200	63000				
Output C2. Innovations developed, systematized and disseminated locally and internationally to young people, ATER technicians, public managers and family farmers	Policy 1 Policy-relevant knowledge products completed				Project M&E System	Annual	Project M&E Unit	Maintaining partnerships with recognized research institutions/ Products made according to family farmers' needs
	Number - Knowledge Products	0	27	67				
	Training in food security, gender, agroecology and climate-resilient agriculture				Project M&E System	Annual	Project M&E Unit	
	TA technicians - Number	0	200	500				
	Females - Number	0	4000	10000				
	Policy 2 Functioning multi-stakeholder platforms supported				Project M&E System	Annual	Project M&E Unit	
	Number - Platforms	0	22	22				
	Social participation workshops at territorial level				Project M&E System	Annual	Project M&E Unit	
	Workshops - Number	0	64	159				
	CEFAS with innovative teaching materials and strengthened capabilities in food safety				Project M&E System	Annual	Project M&E Unit	
	Lunch ladies - Number	0	1000	2500				
	Students - Number	0	4000	10000				
Organization of events, exchanges, learning and routes of KM/SSTC				Project M&E System	Annual	Project M&E Unit		
Events - Number	0	46	115					

Integrated project matrix

Overall Summary

Risk Category / Subcategory	Inherent risk	Residual risk
Country Context	Moderate	Low
Fragility and Security	Low	Low
Macroeconomic	Substantial	Moderate
Governance	Moderate	Low
Political Commitment	Low	Low
Sector Strategies and Policies	Moderate	Low
Policy Development and Implementation	Moderate	Low
Policy alignment	Low	Low
Environment and Climate Context	Substantial	Moderate
Project vulnerability to climate change impacts	Substantial	Moderate
Project vulnerability to environmental conditions	Substantial	Moderate
Project Scope	Moderate	Low
Technical Soundness	Moderate	Low
Project Relevance	Low	Low
Institutional Capacity for Implementation and Sustainability	Substantial	Moderate
Monitoring and Evaluation Arrangements	Moderate	Low
Implementation Arrangements	Substantial	Moderate
Project Financial Management	Substantial	Moderate
Project External Audit	Moderate	Moderate
Project Accounting and Financial Reporting	Substantial	Moderate
Project Internal Controls	Substantial	Substantial
Project Funds Flow/Disbursement Arrangements	Substantial	Substantial
Project Budgeting	Substantial	Moderate
Project Organization and Staffing	Substantial	Moderate
Project Procurement	Moderate	Moderate
Public Procurement Processes	Low	Low
Capability in Public Procurement	Low	Low
Accountability and Transparency	Substantial	Substantial
Legal and Regulatory Framework	Moderate	Moderate
Environment, Social and Climate Impact	Substantial	Moderate
Vulnerability of target populations and ecosystems to climate variability and hazards	Substantial	Moderate
Greenhouse Gas Emissions	Moderate	Moderate
Physical and Economic Resettlement	Low	Low
Community health, safety and security	Low	Low
Labour and Working Conditions	Moderate	Moderate
Indigenous People	Moderate	Moderate
Cultural Heritage	Low	Low

Risk Category / Subcategory	Inherent risk	Residual risk
Resource Efficiency and Pollution Prevention	Moderate	Moderate
Biodiversity Conservation	Moderate	Low
Stakeholders	Moderate	Moderate
Stakeholder Grievances	Moderate	Moderate
Stakeholder Engagement/Coordination	Low	Low
Overall	Moderate	Moderate
Country Context	Moderate	Low
Fragility and Security	Low	Low
Risk: The economic fragility of recent years, combined with the drastic effects of a pandemic, has led to high unemployment rates and an exponential increase in the population living below the poverty line in Brazil. This figure, which stood at 9.5 million people in August 2020, tripled to more than 27 million in February 2021. There has also been a considerable increase in the number of food insecure people, especially in the North and Northeast regions. In 2021, food and nutrition insecurity affected 68% of households in the Northeast region.	Low	Low
Mitigations: Project activities will help the target population cope with climatic, economic, and environmental shocks. In addition to activities aimed at improving the capacity of family farmers to recover from external shocks, the Project's interventions are aimed at ensuring food and nutrition security, poverty reduction and minimizing the economic losses of the target groups related to external shocks. The Project is nutrition-sensitive, with the central objective of improving food and nutrition security of the most vulnerable populations.		
Macroeconomic	Substantial	Moderate
Risk: Difficulty in mobilizing the federal government's counterpart.	Substantial	Moderate
Mitigations: World Bank data shows the following situation: in July 2023, the 12-month primary deficit of the non-financial public sector reached 0.8% of GDP, from a surplus of 1.3% in 2022. Public debt reached 74.1% of GDP in July 2023. In the medium term, the budget outlook is expected to be anchored in the new fiscal framework, which foresees maintaining the primary surplus from 2024 and stabilizing the debt by 2026. Brazil's growth is expected to fluctuate between 1.3% and 2.4% over the next four years. The design period coincided with the preparation of the 2024-2027 Multiannual Plan, in which the Project is mentioned as a priority activity of the MDA, guaranteeing budget provision for a counterpart. In addition, the counterpart funds will come from various sources, mainly from other MDA and MDS programs, thus diversifying the sources and reducing the risk. In addition to the counterpart sources identified during the design process, an effort was made to identify other possibilities that could be used in the event of difficulties in mobilizing the sources mentioned in the budget.		
Governance	Moderate	Low
Risk: The Project Management Unit, based in the Secretariat for Land Governance, Territorial, and Socio-Environmental Development (SFTD), does not have sufficient structure and support to carry out its functions.	Moderate	Low

Mitigations: The lessons learned from the implementation of phase II have been incorporated into the design of the PMU, thus contributing to stronger governance. The institutional arrangements with the main partners will be defined considering these lessons learned and to ensure the best possible governance by the PMU. A Project management committee will also be established, which will be a space for applying good governance.		
Political Commitment	Low	Low
Risk: Considering that the Project meets a demand from the Brazilian government and, in particular, the MDA, there is a high level of commitment, and PDHC III will be the main instrument for combating rural poverty in the semiarid Northeast and Minas Gerais.	Low	Low
Mitigations: The MDA and its main secretariats were directly involved in the different phases of the Project. The MDS, one of the Project's strategic partners, was also involved in the design and has a high degree of adherence to the objectives and methodology of PDHC III, thus mobilizing another key ministry in the fight against rural poverty.		
Sector Strategies and Policies	Moderate	Low
Policy Development and Implementation	Moderate	Low
Risk: In the current context and considering that PDHC III is being drawn up considering the new priorities of the central government, there are no difficulties with the Project proposal not being representative of these priorities, the beneficiary population, and the main programs. However, these new guidelines have yet to be initiated and implemented.	Moderate	Low
Mitigations: Working in partnership with the MDS (Development programs and access to water), universities, research institutes (EMBRAPA, INSA), rural training institutes and civil society organizations should help to strengthen and ensure that the Project is aligned with other lines of government activities. Within the MDA, in addition to the SFTD, other secretariats such as the Secretariat for Supply, Cooperativism and Food Sovereignty will be important partners, contributing to the implementation of strategic guidelines. The Project will focus on knowledge management, valuing the results of the monitoring and evaluation system, good practices and lessons learned. These will form the basis for policy dialog, so that the Project's experience can contribute to improving public policies to combat rural poverty. In addition, specific items for the Project could be included in the annual budgets of priority programs, especially those of partner ministries and agencies.		
Policy alignment	Low	Low
Risk: The risk that PDHC III is not aligned with key policies.	Low	Low
Mitigations: The design period coincided with the preparation of the Multiannual Plan 2024-2027 in which the Project is mentioned as a priority activity of the MDA, strengthening strategic alignment with key ministries (MDS, MMA, MAPA/Embrapa) and federal government priorities (combating rural poverty and hunger including nutritional issues, access to water, strengthening the capacities of rural women, youth and PCTs, agroecological approach and preservation of natural resources). These alignments with the main policies of the Brazilian government are in line with IFAD's priorities. The activities that will be developed in the policy dialog axis will be another means of ensuring the Project's alignment with the main policies in force.		
Environment and Climate Context	Substantial	Moderate
Project vulnerability to climate change impacts	Substantial	Moderate

<p>Risk: The semiarid region of the Northeast and Minas Gerais is very vulnerable to climate change. The main climate stress factors are decreasing rainfall, rising temperatures and more frequent, longer, and more severe droughts. Within the scope of the proposed Project, the activities of promoting food and nutritional security from an agroecological perspective and the sustainable use of biodiversity, within component 1, are particularly vulnerable to climatic conditions. The impacts of climate change can cause a number of negative shocks for the population, including reduced water and food security. These changes in climate will cause significant losses in the productivity of some key crops for family farmers, such as cassava, beans, bananas, and corn.</p>	Substantial	Moderate
<p>Mitigations: Production activities for self-consumption and commercialization associated with the conservation and restoration of natural resources in an agroecological approach (polyculture systems with plants and animals adapted to the social and environmental conditions of the Caatinga together with training for producers and extension workers) are in themselves a practical measure, already widely tested and sufficient for mitigating the climatic risks that could affect these agro-sylvo-pastoral activities. Investing in cisterns will also increase the capacity to store water for production, creating a buffer against droughts.</p>		
Project vulnerability to environmental conditions	Substantial	Moderate
<p>Risk: Given the Project's area of execution - the semiarid region of the Northeast and Minas Gerais, farmers face adverse soil conditions (shallow, with little organic matter and subject to erosion and desertification processes) and restrictions on water availability (quality and quantity), which can affect the productive activities supported by the Project. Some traditional practices of clear-cutting, slash and burn, and overgrazing are accentuating the negative effects of any environmental restrictions on the Project's activities.</p>	Substantial	Moderate
<p>Mitigations: Measures to mitigate these risks include measures to adapt to environmental conditions, within the paradigm of "Coexistence with the Semiarid", which has already been widely established within the agroecological approach proposed and implemented in previous phases of the PDHC. These measures generally consist of: 1) promoting polyculture (biodiverse) production systems with plant and animal species that are better adapted or resilient to climatic extremes; 2) promoting management practices that promote soil and water conservation; 3) training producers to implement and manage these agroecological systems. These activities are provided for in the Project and have already been successfully implemented in previous phases, reducing the residual risk.</p>		
Project Scope	Moderate	Low
Technical Soundness	Moderate	Low
<p>Risk: There is a technical risk in implementation due to the MDA's current capacities, as the Project's activities require strong coordination and integrated planning. This is the third phase of a successful project.</p>	Moderate	Low
<p>Mitigations: I) Project design based on the lessons learned in previous phases I and II will serve to mitigate possible risks; ii) the establishment of an effective management and coordination structure within the PMU and the appointment of PMU staff, as well as iii) the definition of the management agency that will facilitate the recruitment of consultants; iv) forging alliances with important partners, such as ANATER, EMBRAPA and the MDS; v) ensuring capacity building and training for third-party suppliers and, especially, for technical assistance providers; and vi) ensuring that an instrument is developed and implemented to monitor decentralized agreements (i.e. TEDs).</p>		
Project Relevance	Low	Low

Risk: Non-relevant risk that the Project's objectives and interventions are not fully aligned with IFAD's or the country's development priorities, including the current COSOP (2016-2022) and the new COSOP (2024-2032). The Project corresponds to the central challenges of rural development and its design is also aligned with federal policies and priorities.	Low	Low
Mitigations: Mitigation measures will be taken through contact dialogue with the federal government and the full involvement of stakeholders during design and implementation, including the Forum of State Secretaries, civil society, and farmers' organizations. The involvement of other federal partners, such as EMBRAPA and the MDS, will also serve to ensure that mitigation measures are implemented.		
Institutional Capacity for Implementation and Sustainability	Substantial	Moderate
Monitoring and Evaluation Arrangements	Moderate	Low
Risk: The decentralized execution of the Project brings risks in relation to the monitoring of activities in the field since it is up to the partner/contracted entities to carry out the accounting of activities and families (including their breakdowns) and inform the PMU.	Moderate	Low
Mitigations: The activities carried out through the ANATER partnership will be monitored through the "ATER Management System" (SGA), a system under the responsibility of ANATER, which was used in PDHC II and was improved through investment in the previous project. The activities carried out by the other partnerships will be monitored through the "Monitoring System (MS)", which enables financial and physical management of these partnership instruments. This system is pre-operational and needs to be adjusted to be fully operational.		
Implementation Arrangements	Substantial	Moderate
Risk: (i) The execution of the Project by various government entities through decentralized agreements (TED) is the main risk identified. If there is no proper coordination and monitoring by the PMU, this could lead to delays and problems in implementation. ii) There is also a risk that the capacities of the Project executing agency will be insufficient for proper and effective management of the Project, leading to delays and lower quality of execution. iii) The proper arrangement to enable the hiring of consultants and PMU staff is another major risk. It will be necessary to find the appropriate means to hire consultants and staff for the PMU.	Substantial	Moderate
Mitigations: (i) Establish a PMU by identifying the core team and determining the TORs; ii) Determine, at an early stage, the instrument to be adopted to hire consultants and the PMU team; and iii) Adopt a monitoring mechanism in the implementation of the Decentralized Execution Terms (TEDs).		
Project Financial Management	Substantial	Moderate
Project External Audit	Moderate	Moderate
Risk: External audits which do not comply with requirements IFAD Handbook for Financial Reporting and Auditing of IFAD-Financed Projects in particular incomplete financial statements and missing reference to accounting standards applied	Moderate	Moderate
Mitigations: Agreement with Federal Court of Accounts on planning and terms of reference external audit and accounting standard to be used for preparation of project financial statements		
Project Accounting and Financial Reporting	Substantial	Moderate

Risk: (i) Lack of discipline around submission of financial reporting (IFRs) and corresponding justifications to IFAD; (ii) Use of auxiliary spreadsheets to monitor budgets versus execution by Component, category and Funding source as per requirement IFAD and for the preparation of IFRs with high risk of human errors; (iii) Incomplete recording and lack of supporting documentation to substantiate indirect government counterpart funding.	Substantial	Moderate
Mitigations: (i) Emphasis during start-up phase in induction session teams on the importance of compliance with reporting requirements as communicated in the FMFCL; (ii) Implementation of a complementary automated reporting system to generate budget versus actual reports by component, category and funding source and IFRs based on data from SIAFI system to avoid human errors and delays in reporting as a condition for first disbursement; Include in the PIM the requirement of a minimum quarterly review of Budget versus actual and explanation of variances in management Team and sign off on IFR by Project coordinator; (iii) Establish and document in the PIM clear criteria for recording and valuation of both direct and indirect counterpart funding from government;		
Project Internal Controls	Substantial	Substantial
Risk: (i) Lack of oversight on decentralized operations carried out in a large geographic areas involving a significant number of partner entities/subcontractors; (ii) Failure to include in contracts with implementing partners entities/subcontractors relevant clauses on disbursements proportional to implementation of activities, reporting requirements and justification of expenditure;	Substantial	Substantial
Mitigations: (i) Further development of the PIM to ensure adequate supervision of decentralized implementation. (ii) Review by IFAD and required No Objections by IFAD of d contracts signed between PDHC III and the partner entities/subcontractors ;(iii) All contracts signed between PDHC III and partner entities/subcontractors contracts to include IFAD's anti-corruption and anti-harassment clauses.		
Project Funds Flow/Disbursement Arrangements	Substantial	Substantial
Risk: (i) Delays in disbursement of direct Government counterpart funding causing delays in implementation; (ii) delays in signing of agreements with partner entities/subcontractors causing delays in disbursements to farmers organizations for implementation of investment plans;	Substantial	Substantial
Mitigations: (i) Close Coordination with Treasury to ensure timely disbursement of direct Counterpart funding; (ii) Prioritize selection and signing of agreements with partner entities/subcontractors in start-up phase with clauses on disbursements aligned with implementation of activities and clear reporting requirements incorporated.		
Project Budgeting	Substantial	Moderate
Risk: (i) Contribution of Beneficiaries not included in AWPB;) (ii) Detailed costs estimates used for AWPB not documented for future reference which does not allow for proper analysis of budget versus actuals. (iii) No consistent monitoring of Budget versus actuals is carried out resulting in failure to take corrective action to optimize use of resource.	Substantial	Moderate

Mitigations: (i) Ensure all funding sources including indirect Govt counterpart funding and beneficiary contributions are included in the AWPB submitted for No Objection to IFAD as a condition for first disbursement; (ii) Document assumptions used for preparation of AWPB for future reference and analysis.; (iii) implement a practice of monthly budget versus actuals review between Finance Manager and Project Director and include explanation of variances in quarterly IFRS submitted to IFAD		
Project Organization and Staffing	Substantial	Moderate
Risk: Insufficient finance staff in SFDT to assume responsibility for the project and delays in contracting of dedicated finance positions to the project	Substantial	Moderate
Mitigations: Recruitment of at least 2 dedicated staff to the financial management of the project and hiring of the finance manager as a condition for first disbursement.		
Project Procurement	Moderate	Moderate
Public Procurement Processes	Low	Low
Risk: The bidding process for the project will generally be simple, with the majority being purchases of productive items and services or logistics. ANATER, a government agency with expertise in this area, will primarily provide technical assistance services. The government bodies and the third-sector entities that will be contracted to support the tenders have the technical capacity to comply with the National Law.	Low	Low
Mitigations: The PMU will monitor partner entities to ensure processes comply with national legal requirements and IFAD Policy. It will continue to monitor the project's procurement and contracting through the MAC spreadsheet, which was already used in the previous phase of the project.		
Capability in Public Procurement	Low	Low
Risk: Some government entities co-executing the PDHC do not have enough staff in the bidding sector to handle the project, so it is necessary to outsource procurement to a third-sector entity with this capacity. These third-sector entities performed satisfactorily in the previous phase of the project.	Low	Low
Mitigations: IFAD will analyze each government partnership established, its capacity to bid, and the capacity of the third-sector entities that may be contracted to procure. The PMU will continue with the alignment carried out in the previous phase with the partners, implementing the training/workshops necessary for these entities to be able to serve the project properly.		
Accountability and Transparency	Substantial	Substantial
Risk: The diversity of government entities and third sector organizations that may become partners in the Project, considering the large number of procurement processes that will be required to carry out the planned activities, may make it difficult to maintain responsibility for the use of resources and the expected transparency.	Substantial	Substantial
Mitigations: The Project team will need to maintain good management and monitoring of the procurement processes carried out, taking advantage of the lessons learned to create more mechanisms to guarantee the fairness of the processes, such as workshops or training for each entity that establishes a direct or indirect partnership with the Project, including clarifications on the supervisions/audits they will undergo.		
Legal and Regulatory Framework	Moderate	Moderate

Risk: Most of the execution will be decentralized. The borrower will transfer Project resources to other government entities to carry out most of the planned activities. These government entities will be responsible for tendering the Project's activities in accordance with the national tendering law but will also have to comply with IFAD's anti-corruption and anti-harassment, social and environmental policy, and must report regularly to the PMU. Due to the diversity of government entities, the risk of non-compliance with the IFAD Policy increases, in addition to the fact that some entities do not have the institutional capacity to carry out tenders and will make agreements with third sector foundations that have operational capacity and follow specific national law.	Moderate	Moderate
Mitigations: Governance activities with the government entities that will receive resources should be carried out frequently, including third sector entities that partner with these entities, to align and standardize understandings about the IFAD Policy.		
Environment, Social and Climate Impact	Substantial	Moderate
Vulnerability of target populations and ecosystems to climate variability and hazards	Substantial	Moderate
Risk: The project's target populations and ecosystems are vulnerable to climate variability (periods of prolonged drought and excessive rainfall, which can negatively affect agricultural and forestry productivity). The proposed agroecological practices are a response that has been widely tested (for over 30 years) and proven effective in adapting to this variability.	Substantial	Moderate
Mitigations: The mitigation of this risk is the very promotion of the development of agro-silvo-pastoral and polyculture systems, provided for in component 1, capable of absorbing the shocks caused by climate variability - something that is already part of the socio-environmental context of the semiarid region, which historically suffers from alternating long (several years) periods of drought and intense rainfall. In addition, measures to promote and build structures to capture and store water (cisterns) for human consumption and production are essential to ensure water availability during periods of drought.		
Greenhouse Gas Emissions	Moderate	Moderate
Risk: The Project has some risk of promoting greenhouse gas emissions due to the involvement of small scale livestock, . The proposed natural resource restoration and conservation activities promote both adaptation and mitigation of emissions.	Moderate	Moderate
Mitigations: The proposed natural resource restoration and conservation activities promote both adaptation and mitigation of emissions. The risk of CO2 emissions due to livestock will be mitigated through an integral agro silvo pastoral approach promoted by the project		
Physical and Economic Resettlement	Low	Low
Risk: There is no risk that the project's interventions will cause the physical resettlement of families or significant adverse economic impacts, especially for marginalized groups. The project presents a solid targeting strategy and will promote positive social, physical, cultural, and economic impacts, especially for marginalized groups	Low	Low
Mitigations: N/A		
Community health, safety and security	Low	Low
Risk: There is no risk that the project will have adverse effects on the physical, mental, nutritional, or social health and safety of an individual, group, or population.	Low	Low
Mitigations: N/A		
Labour and Working Conditions	Moderate	Moderate

Risk: The risk that the project may cause exploitative labour practices (e.g. forced or child labour), gender based violence, discriminatory and unsafe/unhealthy working conditions for people employed to work specifically in relation to the project, including third parties and primary suppliers.	Moderate	Moderate
Mitigations: 1) All contracts with contractors, suppliers, and third parties to be financed with IFAD resources will include provisions prohibiting child labor and promoting decent working conditions. 2) The PMU will establish a mechanism to supervise and follow up on project's actions with beneficiaries, considering working conditions issues. 3) Through the Project's complaints and grievances mechanism, stakeholders or society, in general, will be able to submit anonymous complaints regarding abusive labor practices (e.g., forced or child labor), cases of gender-based violence, discriminatory working conditions and unsafe/unsanitary working conditions, which will be addressed and resolved as indicated in the mechanism. Therefore, the project will lead to an improvement in labor and working conditions.		
Indigenous People	Moderate	Moderate
Risk: The risk that the project may cause significant adverse physical, social, or economic impacts on indigenous peoples or threats to or loss of resources of historical or cultural importance to them.	Moderate	Moderate
Mitigations: The project methodology is participatory and demand-driven, with peasant, indigenous, and native communities presenting their development plans and co-creating the project activities in a self-determined development process in accordance with IFAD's Policy on Engagement with Indigenous Peoples (2022). The project will develop a Free, Prior, and Informed Consent Plan (FPIC Plan) and an Indigenous Peoples Plan.		
Cultural Heritage	Low	Low
Risk: There is no risk that the project will cause significant degradation of cultural or physical resources, including threats to or loss of resources of historical, religious, or cultural importance. The project will only work on land already being used for agriculture.	Low	Low
Mitigations: N/A		
Resource Efficiency and Pollution Prevention	Moderate	Moderate
Risk: The Project has no significant risks regarding efficiency in the use of resources and pollution prevention. The agroecological approach proposed for the agro-silvo-pastoral activities eventually supported by the project traditionally does away with the use of agrochemicals/pesticides. Nevertheless, using such substances is common in rural areas, even if not supported by the project. The substantial risk is due to the possible extensive use of animal livestock, but this is a risk that will be mitigated during the project design phase.	Moderate	Moderate

<p>Mitigations: The mitigation measures for this risk are the promotion of agroecology and its pest and disease management practices (Integrated Pest Management - IPM) through the provision of training for extension workers and farmers and the prohibition of the acquisition and use of these substances within the project's. To mitigate the risk of these substances being used by Project beneficiaries on their properties in activities not financed by the project, it is recommended that beneficiaries and extension workers are trained in the proper use of these substances (no use of substances in classes IA and IB, or formulations of products in class II of the WHO classification, respect for shortcomings in the use of products, proper cleaning and disposal of packaging, use of PPE). To prevent the pollution of water bodies due to poor manure management in animal production, the technicians will promote proper management, such as use in composting.</p>		
Biodiversity Conservation	Moderate	Low
<p>Risk: The project's activities do not pose significant risks to biodiversity, either through the significant suppression of natural habitats, the introduction of new invasive species, or the extraction of threatened native species. Nevertheless, some of the project's production activities, such as support for sheep and goat farming, could result in overgrazing with negative impacts on the Caatinga's biodiversity. The activities of component 1 offer an opportunity for mainstreaming the sustainable use of biodiversity, both of wild plants and animals (e.g. Melipona bees), and by valuing varieties of plants and animals already adapted to the social and environmental conditions of the semiarid region (Creole varieties).</p>	Moderate	Low
<p>Mitigations: The agroecological approach proposed by the project has traditionally worked with mainstreaming the valorization of biodiversity to ensure the diversity and resilience (environmental and economic) of agroecosystems in the semiarid region. It is recommended that this aspect of agroecology is emphasized in training and ATER services as a way of increasing the project's reach in this area. Concerning the risks of introducing invasive alien species, the project will follow the relevant lists for each state, ensuring that technicians and procurement specialists are aware of this issue.</p>		
Stakeholders	Moderate	Moderate
Stakeholder Grievances	Moderate	Moderate
<p>Risk: The implementation of the Project may lead to the submission of complaints by various stakeholders involved in or impacted by the Project's activities, thus affecting the continuity of activities and the established schedule. There is a risk that the Project will have ineffective grievance redress processes, leading to unaddressed grievances that jeopardize the achievement of the Project's development objectives.</p>	Moderate	Moderate
<p>Mitigations: The Project will incorporate a clear and effective Grievance Redress Mechanism (GRM) in accordance with IFAD's guidance documents - Framework for Operational Stakeholder Feedback and IFAD Guidelines 2021 on Engagement, Feedback and Redress of Project Target Group Grievances. The procedure includes mechanisms for expressing the complaint or grievance, the response time, and the spheres of resolution. This mechanism should be easily accessible to the population and have a rapid resolution, ensuring that the complaints submitted are quickly analyzed and that the situations are mutually agreed upon to the satisfaction of the parties involved. The Project will also raise awareness among stakeholders about the complaints and grievance mechanisms available. It will also include this information as part of IFAD missions, as well as part of the training of the technical assistance teams that will work with the beneficiaries.</p>		
Stakeholder Engagement/Coordination	Low	Low

<p>Risk: There is a risk that the relevant stakeholders are not identified, that there is inadequate/insufficient disclosure of information and that the key stakeholders invited to be part of the Project show little interest in or commitment to the Project's objectives and activities. Some civil society organizations represent different interests relevant to the Project and were consulted during the design process to ensure buy-in and active involvement of stakeholders.</p>	Low	Low
<p>Mitigations: The MDA will coordinate the participation of stakeholders during the design and implementation of the Project. During the design, several civil society organizations were consulted, as well as various secretariats of the MDA and other ministries, such as the MDS. At the community and family level, the Project will implement a participatory process in defining activities that meet the needs and aspirations of the beneficiaries. The Project will also establish continuous communication, awareness-raising, and coordination with the various partners at different levels (local, regional, and state), starting at the Project preparation stage, and will foster visibility activities with the aim of publicizing and clarifying doubts about the results of the Project's activities, both for the target groups and for the partners involved in implementation. It is essential to promote awareness and participation among local communities, farmers, and other key players to ensure adherence and commitment to the proposed activities.</p>		